

J'ai pu me tromper sur des circonstances, ou des faits, ou sur des personnes, mais je n'ai rien à regretter de l'intention qui m'a fait agir. (Robert Brasillach à son procès)

ROBERT
BRASILLACH

SIX HEURES À PERDRE

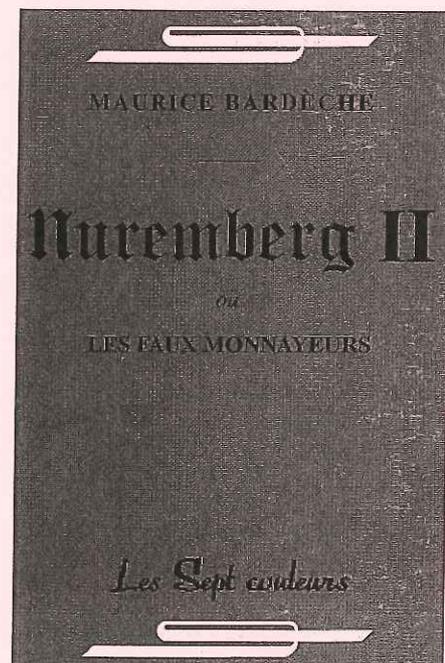
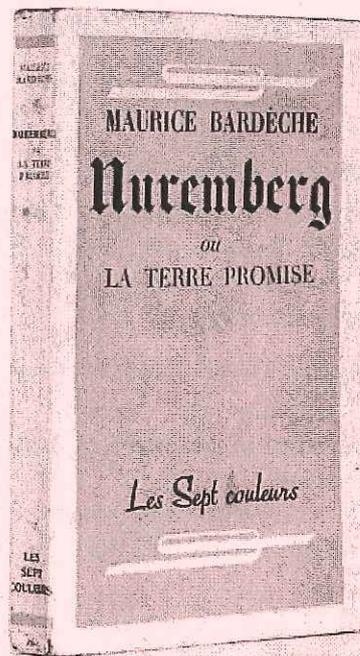
roman

*« J'ai pu me tromper
sur des circonstances,
ou des faits,
ou sur des personnes,
mais je n'ai rien à regretter
de l'intention qui m'a fait agir. »
(Robert Brasillach à son procès.)*

Préface de Philippe d'Hugues



PARDÈS



Association des Amis de Robert Brasillach
Case postale 3763, CH-1211 Genève 3
brasillach@europae.ch / www.brasillach.ch
http://arb6245.over-blog.net/

Conseil de direction :

Philippe Junod, président, Genève
Daniel Todeschini, trésorier, Genève
Peter Tame, vice-président, Belfast

Conseillers : Anne-Marie Bouyer, Cécile Dugas,
Anne Brassié, Bruno Bardèche, Philippe
d'Hugues, Manuel Heu

Cotisations : CHF 50.— / € 50
À doubler pour un exemplaire numéroté des *Cahiers*
sur papier Vergé (préciser CN).
France : Chèque en euro à l'ordre de Monique
Delcroix, B.P. 19, 60240 Chaumont en Vexin.
Suisse : Versement à l'ordre des ARB (Genève)
Banque COOP IBAN CH73 0844 0947 0753 1009 0
Belgique : 50 € ING, versement à l'ordre des ARB ;
IBAN BE05 3101 6634 4275.
Autres pays : Mandat postal international en francs
suisses (CHF 50.-) sur le CCP 12-94222-9 Genève -
IBAN CH83 0900 0000 1209 4222 9
BIC POFICHBEXXX

SOMMAIRE

Réédition de *Six heures à perdre* (Éditions Pardès)

Page 3 : Manuscrit en salle des ventes
Page 4-7 : Préface de la réédition chez Pardès, par Philippe d'Hugues
Page 7 : 4 émissions de Radio Courtoisie
Pages 8-16 : Revue de presse

Réédition de 2 livres de Maurice Bardèche en 1 volume : *Nuremberg* (Éditions Kontre Kulture)

Page 17 : Présentation par l'éditeur
Page 18 : Présentation par Maître Junod sur ERFM
Pages 19-20 : Citations
Pages 21-32 : « Coup d'envoi du révisionnisme historique », *Souvenirs* de M. Bardèche (chap.X, 1993)
Pages 33-39 : « Maurice Bardèche, écrivain et théoricien fasciste ? », par G. Desbuissons (1993)

ÉDITORIAL DE PHILIPPE JUNOD

Chers ARB,

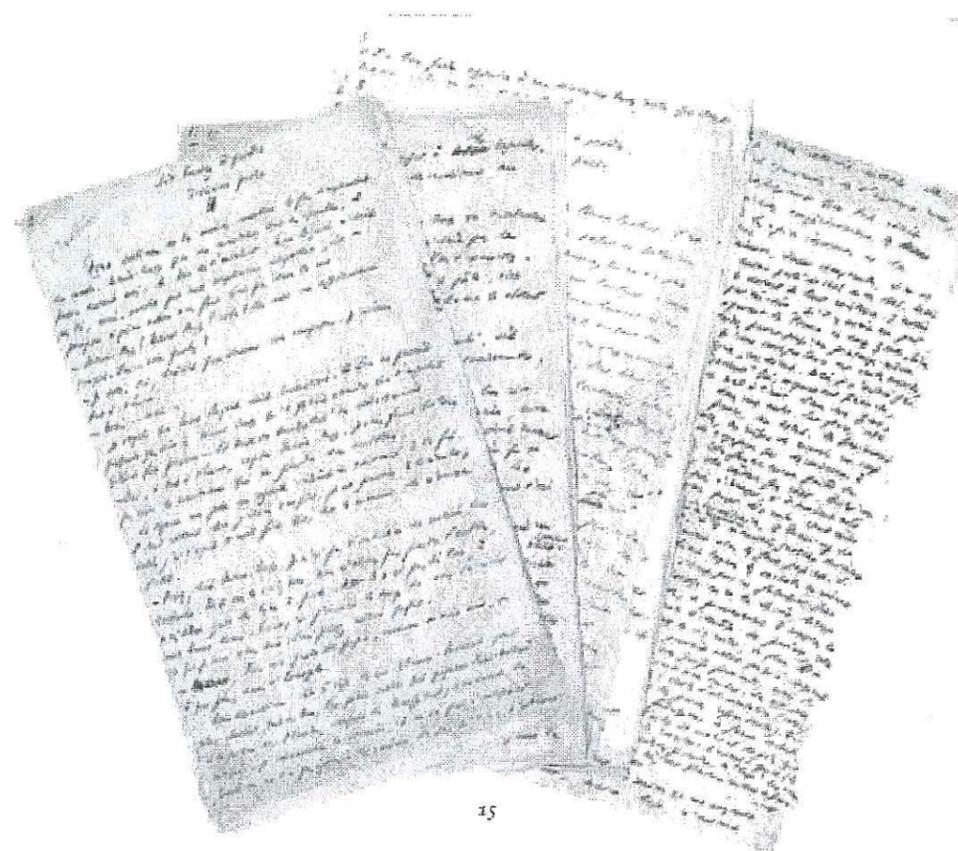
Les réactions qui ont suivi la réédition presque simultanée de *Six heures à perdre* de Brasillach, d'une part, et des deux *Nuremberg* de Bardèche en un volume, d'autre part, nous ont amenés à refondre complètement ce Bulletin, pratiquement sous presse il y a deux mois déjà. Ainsi, nous vous proposons un dossier thématique plus exhaustif des articles et propos suscités par la sortie de ces deux publications. Les "brèves", recensions et autres ont été reportés dans le prochain numéro, dont le contenu est de ce fait pratiquement bouclé.

Six heures à perdre bénéficie d'une préface inédite de notre ARB Ph. d'Hugues ; ce sera aussi le cas pour les prochains titres programmés chez Pardès, dont *Comme le temps passe*. Cette sortie du purgatoire tient pour partie du passage dans le domaine public depuis le 1^{er} janvier 2016 des œuvres du poète de Fresnes. Le tirage de cette édition est hélas limité ; apprécions en revanche la qualité d'impression et l'esthétique d'une couverture sobre et efficace, illustrée d'un portrait inédit. La relecture méticuleuse du texte nous épargne les innombrables coquilles qui parsemaient les éditions précédentes, publiées sans les accords des ayants droit.

Notre second dossier consacre la réédition d'une œuvre majeure de Maurice Bardèche, dont le 1^{er} volume, *Nuremberg ou La Terre promise*, vaudra un procès et une condamnation à son auteur. Livre déterminant en ce qu'il marque véritablement l'entrée en rébellion du beau-frère de Brasillach et dont l'analyse demeure, encore aujourd'hui, d'une extraordinaire actualité. Ces deux rééditions (*Six heures à perdre* ; *Nuremberg*) sont disponibles auprès des ARB.

DOSSIER : SIX HEURES À PERDRE

Six heures à perdre : Manuscrit



15. **Robert BRASILLACH (1909-1945).** MANUSCRIT autographe, *Six heures à perdre* (fragments), [1944] ; 53 pages in-8. 2.000/2.500

IMPORTANTES FRAGMENTS DE CE ROMAN POSTHUME.

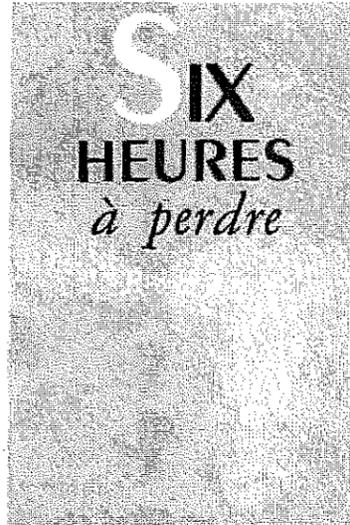
Rédigé au premier semestre de 1944, et publié en feuilleton dans l'hebdomadaire *Révolution nationale* entre le 11 mars et le 10 juin 1944, le roman *Six heures à perdre* est une des dernières œuvres de Brasillach ; il sera publié chez Plon en 1953. Le sujet, étroitement lié aux souvenirs de captivité de Brasillach, a dû être conçu immédiatement après son retour en France en 1941. Le roman, en partie autobiographique, est marqué par les impressions du camp : les pages consacrées à la vie du camp ont souvent pour point de départ la chronique régulière qu'il avait entreprise dès son retour pour renseigner les familles des prisonniers. Le roman se continue sous l'Occupation, et évoque les actions de la Résistance.

Le manuscrit a servi pour l'impression du roman dans le journal ; il correspond à la « Troisième partie » du livre et comprend les chapitres 2, 4, la fin du chapitre 5 avec le début du chapitre 6 ; le chapitre 2 est écrit au dos de pages imprimées d'examens d'anglais et d'allemand. Les feuillets sont remplis de la petite et fine écriture de Brasillach, à l'encre bleue, avec des ratures et corrections, et des morceaux rapportés par collage. Les fins de chapitre comportent la mention « (à suivre) ».

ON JOINT une L.A.S. à Lucien COMBELLE, *Paris dimanche 194-* (demi-page in-4 à en-tête de *Je suis partout*), envoyant le « papier promis. J'espère que la censure n'y verra pas d'inconvénient »...

(Extrait du catalogue « Lettres & Manuscrits autographes » de la maison de ventes spécialisée Alde pour la vente aux enchères publiques du 19 avril 2012 à l'Hôtel Regina, Paris, p.8 ; Thierry Bodin expert)

ROBERT BRASILLACH



PLON

Six heures à perdre n'est peut-être pas le meilleur roman de Robert Brasillach, mais ce n'est pas le moins intéressant, bien au contraire. C'est également le plus méconnu, celui qu'on cite le moins, parce que c'est aussi le moins lu. Pourquoi ? Tout d'abord, et c'est la première raison, il s'agit d'un roman posthume, paru à un mauvais moment, en 1953. Depuis 1945, beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts, beaucoup d'événements s'étaient produits ou retenaient l'attention d'une opinion publique qui avait évolué. De Gaulle avait totalement disparu de la scène politique, la guerre froide battait son plein, et en France, depuis Antoine Pinay auteur d'une bienfaisante loi d'amnistie, la droite était au pouvoir, tandis que les communistes étaient relégués dans une opposition stérile et avaient cessé de faire peur. Dans ce climat nouveau, les drames de l'épuration étaient comme rejetés dans un lointain passé, par un inconscient collectif soucieux d'oubli et d'apaisement. Les exécutions de Brasillach, Laval ou Darmand semblaient déjà appartenir à une autre époque. Pour les nouveaux venus de vingt ans ou moins qui n'avaient de la guerre et de ses suites que des souvenirs d'enfance, tout cela faisait partie d'un temps révolu et constituait un chapitre d'histoire reculée. Dans une actualité littéraire d'où les noms de Drieu La Rochelle, Fernandez ou Brasillach justement étaient bannis, où ce qui comptait en 1953, c'était

Samuel Beckett, Marguerite Duras, Alain Robbe-Grillet ou la découverte de J.L. Borges, le retour inopportun d'un fusillé dont beaucoup traînaient la mémoire comme un vague remords, ne pouvait que passer inaperçu. La parution de *Six heures à perdre* ne constitua pas un événement, non plus d'ailleurs que celle de *Féerie pour une autre fois* de Céline l'année précédente, ou celle des *Deux Étendards* de Rebatet en 1951. Rares furent les compte rendus, sauf dans quelques journaux amis peu lus, et soigneusement tenus à l'écart par la grande presse. La conspiration du silence organisée contre les répréhensibles de l'épuration fonctionnait toujours, discrètement mais très efficacement et le roman posthume de Brasillach en fit les frais avec beaucoup d'autres. Ce n'était pas un inédit à proprement parler, car tout à la fin de l'Occupation il était paru en feuilleton, du 11 mars au 10 juin 1944 dans *Révolution nationale*, l'hebdomadaire de Lucien Combelle. Robert Brasillach y avait trouvé refuge en septembre 1943, après son départ de *Je Suis partout* dont il ne voulait plus suivre la ligne politique imposée par les ultras (Cousteau, Laubreaux, Rebatet). Avec Drieu La Rochelle, il partageait la vedette de la première page d'un journal bien moins important que celui qu'il avait quitté, mais qui, grâce à ces deux signatures prestigieuses avait conquis un public peut-être moins nombreux mais choisi. Aussi le titre d'un roman paru trois mois durant dans un tel journal à la veille de la Libération ne pouvait-il être totalement ignoré ni oublié. Il l'était d'ailleurs si peu que deux obscurs cinéastes débutants, Alex Joffe et Jean Levitte l'avaient repris en 1946, sans scrupule pour un pâle navet qui ne devait rien au roman et sombra aussitôt dans un oubli bien mérité. Avant d'être arrêté, Brasillach avait d'ailleurs eu le temps de corriger le texte paru en feuilleton, et de déposer chez Plon le manuscrit de cette version améliorée par ses soins. C'est ce texte définitif que Plon publia en 1953, avec le succès relatif que l'on a dit. Et pourtant, s'il n'a pas l'éclatante qualité de *Comme le temps passe*, voire des *Sept couleurs*, *Six heures à perdre* en a d'autres qu'une lecture attentive permet de découvrir. Certes, il n'a pas le charme indéfinissable et unique qui séduit tellement les lecteurs des autres romans, et s'est sans doute ce qui a pu en décevoir certains, même si ce charme insidieux y reparait ici ou là. Mais surtout on y voit surgir des tonalités différentes qui annonçaient une nouvelle manière, un mûrissement de la pensée comme du style, qui le différencie beaucoup des cinq premiers romans

lecteurs des autres romans, et s'est sans doute ce qui a pu en décevoir certains, même si ce charme insidieux y reparait ici ou là. Mais surtout on y voit surgir des tonalités différentes qui annonçaient une nouvelle manière, un mûrissement de la pensée comme du style, qui le différencie beaucoup des cinq premiers romans qui sont *Le Voleur d'étincelles*, *L'Enfant de la nuit*, *Le Marchand d'oiseaux*, *Comme le temps passe*, le chef-d'œuvre incontestable et *Les Sept couleurs* (car déjà, *La Conquérante* avait laissé percer des tentations nouvelles), sans nuire pour autant à l'intérêt de ce nouveau venu. Bien au contraire, c'est même un livre tout à fait passionnant, auquel les circonstances particulières dans lesquelles il vit le jour, confèrent un intérêt très spécifique et pour tout dire unique. Avant de poursuivre, affirmons le d'emblée : *Six Heures à perdre* est d'abord un grand roman de l'Occupation, un des plus grands qui soient, malgré l'abondance d'œuvres sur le sujet, où la quantité l'emporte sur la qualité. Au premier rang, on placera *Le Chemin des écoliers* de Marcel Aymé, dont nul ne peut contester la primauté, sur le plan du talent et de l'exactitude historique la plus précise. Dans la même veine, quelques degrés au-dessous, on citera *Au bon beurre* de Jean Dutourd. On ignorera *Le Silence de la mer* de Vercors pâle décalque étriqué du très beau *Colette Baudoche* de Barrés, ainsi que quelques autres. L'avantage de *Six Heures à perdre* sur la plupart, c'est qu'il est écrit à chaud, comme filmé sur le vif, au moment même où se déroulent les événements que relate l'auteur. Pour une fois, on se permettra d'être d'un avis différent de celui de Maurice Bardèche. Dans la préface écrite pour la reprise du roman au tome 3 des Œuvres complètes, il affirme qu'à ses yeux, des trois parties que comporte l'ouvrage, c'est la première qui est la meilleure, alors que la troisième lui semble la moins réussie. Aujourd'hui nous pensons exactement le contraire, et voici pourquoi. La première partie, « Le Retour » est essentiellement composée des souvenirs de captivité de l'auteur et de ses neuf mois d'Oflag. On sait l'importance de cette expérience pour Brasillach, le souvenir très vif qu'il en avait gardé et sur quoi il est revenu maintes fois en quatre ans. Mais cette évocation insistante, un peu monotone pour le lecteur qui en a lu bien d'autres, même moins réussies, a beau être relatée avec beaucoup de minutie et une justesse manifeste, elle n'en ralentit pas moins le roman, détourne l'attention de l'essentiel et prend un peu trop de place au détriment de l'action. Reprenant des textes qu'on a

pu lire ailleurs, c'est aujourd'hui la partie la moins intéressante de *Six Heures à perdre*.

Comme pour nous récompenser de notre patience et nous dédommager de la grisaille des barbelés, la deuxième partie, « La Permission » commence par un chapitre, « La Bouquetière », qui est une petite merveille, du pur Brasillach d'avant-guerre, celui qui a valu tant de lecteurs émus à ses romans. C'est une sorte de petite nouvelle scintillante, insérée pour notre plaisir et celui du romancier, dans la trame plus sombre du récit. Elle permet d'introduire l'héroïne féminine, elle aussi parfait exemplaire du type qu'affectionne le romancier, petit personnage volontaire à l'apparence fragile (mais ce n'est qu'une apparence) et qui emprunte certains traits à Annie Jamet, l'amie disparue si jeune de l'écrivain. La rencontre se produit dans un cabaret littéraire innommé, mais où le lecteur familier de l'écrivain reconnaît sans peine celui de Suzy Solidor particulièrement fréquenté sous l'Occupation. Cette rencontre suffit à éclairer toute la deuxième partie, qui se termine (à notre soulagement) par le départ du narrateur de son Oflag.

Mais la grande réussite du roman, c'est la troisième partie, « Le Drapeau noir », celle qui nous montre le Paris de l'Occupation, la province de l'Occupation, pris sur le vif, avant que ne s'édifient bientôt les mythologies fallacieuses et déformantes. En quelques paragraphes, qui font tout de même six chapitres, tout est dit de la situation de notre pays en 1943-1944, de la Résistance (sic) expressément désignée ainsi, alors que la presse du temps parlait toujours des « terroristes », nous savons tout du marché noir, de la peine des femmes, de la confusion politique et des incertitudes des jeunes garçons, ceux qui hantent les bars des Champs-Élysées et se font appeler Jimmy, Bob ou Johny, des 200 boîtes de nuit de Paris « pour les trois-quarts nées après l'Armistice » (Patrick Modiano n'a rien inventé) ; C'est aussi le règne du bobard, comme « les innombrables larmes des soldats allemands, qui passaient leur vie en pleurs », celui du trafic des fausses cartes d'identité valant 5 ou 6000 francs, mais « pour un Juif cela pouvait aller jusqu'à 50 ou 100.000, car on plaint les pauvres Juifs persécutés, mais il ne faut pas qu'ils s'imaginent qu'ils vont nous rouler ».

Mais dans le chapitre significativement intitulé « Le Temps du dégoût », voici une page plus extraordinaire encore, où le champ visuel s'élargit, où le regard s'élève pour décrire la population, ballottée

au gré des événements : « Les bourgeois d'abord épouvantés de l'avance russe puis s'en accommodant, expliquant que tout était pour le mieux, et les Américains empêcheraient les bolcheviks d'aller trop loin ; les espoirs immenses de la sécession africaine, et pourtant le doute, l'inquiétude vite résolue d'ailleurs, il ne fallait pas se le dissimuler, dans une légèreté totale... Et puis, tout de même, à côté de tout cela, la pression de la réalité, le marché noir, le ravitaillement officiel maintenant amenagé, l'incurie, la misère heurtée à l'opulence la plus scandaleuse et le terrorisme et les représailles et les départs des travailleurs réquisitionnés par les usines germaniques et les conspirateurs qui voulaient bien faire la guerre clandestine à l'Allemagne, mais qui voulaient n'en supporter aucune conséquence, les arrestations, les condamnations, des convictions et des sacrifices qu'il faut saluer, où qu'ils soient, souvent alors de belles morts dignes et graves, plus belles que la vie n'avait été car il est plus facile de bien mourir que de bien vivre, et à côté de cela, les assassinats crapuleux déguisés en attentats politiques, les enfants tués à la porte de leurs parents par les terroristes, les fermes attaquées, des hommes et des femmes sans activité publique, pourtant, assaillis et égorgés. Tout cela dans le désordre moral le plus complet. Et petit à petit le pays se vidant de toute sa substance, les maux, à l'entrée de l'hiver devenant plus pressants, l'étreinte plus serrée, tout le bienfait, tout le sursaut possible de 1940 à peu près radicalement annihilé à la fois par les illusions et par la dureté de la réalité, chacun ne pensant plus qu'à soi, et sans qu'on puisse l'en blâmer sans hypocrisie, puisque s'il ne le faisait pas personne ne le ferait. Le mal de la France, c'était la confusion. »

Pas d'erreur, ici c'est Brasillach lui-même qui parle, non plus en romancier mais en peintre consterné du désolant spectacle de la situation présente. Mais plus juste encore que la description, voici l'observation essentielle, capitale qui la résume d'une phrase : « On ne saurait parler de 1943 comme on avait parlé de 1942 ou de 1941. Dans six mois, ce sera différent encore. Le roman historique de ce temps doit être strictement limité. Les hommes oublient vite ce qui a fait le détail de leur existence. »

Voilà des remarques que feraient bien de méditer tous nos historiens patentés de la période, les Paxton, les Azéma, les Peschansky, tous les adeptes de cet effroyable manichéisme qui ne connaît que deux camps, déterminés sinon prédestinés une fois pour toute dès avant 1940, les bons d'un côté, les méchants

de l'autre, figés dans leur emploi respectif pour l'éternité. Henri Amouroux, historien du vrai, lui, me disait un jour ces mots que je n'ai jamais oubliés : « Bientôt on ne pourra plus parler de cette période avec des gens de moins de 60 ans », ce qui était alors mon âge exact que lui avait nettement dépassé. Remarque profonde qui n'a cessé de se vérifier : la période est devenue incompréhensible pour qui ne l'a pas vécue comme acteur ou témoin, et n'en a pas respiré l'air ni humé cette atmosphère qui ne ressemblait à aucune autre. C'est cela que restitue *Six Heures à perdre* et dont je m'étonne que Maurice Bardèche n'ait été plus conscient. Il ne mesurait pas bien le chemin parcouru depuis pour mieux nous conduire aux mythologies contemporaines, destinées à remplacer la simple réalité. Prenons l'exemple de la Milice : on ne compte plus les livres, les films ou téléfilms où de vaillants maquisards sont pourchassés durant l'Occupation par des miliciens tortionnaires. Or, faut-il le rappeler la Milice créée début 1943 et pour la seule Zone Sud, ne fut armée qu'en 1944 après l'exécution de près d'une centaine de ses membres sans défense, par la Résistance. Ce n'est que fin 1943 et malgré l'hostilité de Laval, qui avait bien prévu les luttes fratricides prochaines qui déjà se préparaient dans l'ombre, que la Milice sera armée et, en janvier 1944 sera autorisée à s'implanter en zone Nord. C'est surtout dans les trois ou quatre derniers mois précédant la Libération, dans un pays plongé dans une guerre civile en train de se généraliser, qu'eurent lieu les fameuses exactions. Celles-ci firent surtout commises par des éléments troubles que Darnand eut la faiblesse de recruter pour pallier l'insuffisance des effectifs dont le recrutement devenait de plus en plus difficile. Dans une lettre de prison, Brasillach écrit à Maurice Bardèche que dans les derniers temps, il avait appris sur la Milice « des choses pas très jolies », lesquelles n'excusaient pas l'assassinat de Philippe Henriot, ni le massacre à Voiron du docteur Jourdan et de cinq personnes de sa famille, dont un bébé de quinze mois. « Ce qui m'effraie, dit le narrateur de *Six Heures à perdre*, c'est l'intolérance des Français les uns vis à vis des autres. » Ce qui n'empêche pas certains jeunes gens comme ceux que Brasillach fréquentait alors vers la fin, Jean Turlais ou Paul Salleron, futur Sérant de s'interroger sur la position exacte d'un Malraux. Le chantre du fascisme observait avec un intérêt passionné les hésitations de ces jeunes militants déboussolés, « comme aux temps de La Ligue et des guerres de religion », écrit-il. Parmi eux son ami Emmanuel Allot,

futur François Brigneau s'engageait dans La Milice le 6 juin 1944, au moment où tout était perdu, tandis que Claude Maubourguet qu'il retrouverait à Fresnes, l'avait fait quelques semaines plus tôt. En sens inverse, Jean Turlais qui en 1943 proclamait hautement son fascisme dans les petites revues, s'enrôlerait dans la Première Armée française où il trouverait la mort, en avril 1945. Tragique figurant d'un roman dont l'auteur était mort depuis deux mois, il en écrivait ainsi le dénouement imprévu et posthume...

Le véritable épilogue de *Six Heures à perdre*, Brasillach l'avait tout de même écrit pour *Révolution Nationale*. Il n'était pas gai non plus et exprimait l'état d'esprit d'un écrivain qui voyait son monde se dérober avec un désespoir ou plutôt un *inespoir* tranquille et sans appel, avec la mélancolie de celui qui voit son horizon partout bouché. Robert Brasillach n'a plus alors aucune illusion politique, patriotique ou autre et *Six Heures à perdre* le dit beaucoup plus crûment que les beaux articles sereins ou légers qu'il publiait au même moment chez Lucien Combelle. Ceux-ci l'aidaient à continuer de vivre, voire à survivre. Survivre ? Certains y parviendront après la fin de la tragédie, une tragédie dont ils ne se remirent jamais tout à fait (Antoine Blondin, Félicien Marceau, Michel Mohrt, François Brigneau). D'autres, les grands

blessés de l'épreuve (Lucien Rebatet, Robert Poulet, Willy de Spens) ne s'en remirent pas du tout, fantômes d'un autre temps égarés parmi leurs contemporains, parfois pour longtemps... Pour Robert Brasillach nul ne peut dire comment il aurait vécu un éventuel sursis, si De Gaulle avait daigné le gracier comme au même moment Henri Béraud, plus chanceux parce que sans doute mieux connu d'un général qui n'était qu'à moitié cultivé. Finissons plutôt sur cette manière d'éloge, plus précieux de venir d'un adversaire éclairé, l'académicien et critique littéraire du *Monde*, Pierre-Henri Simon qui porte ce jugement dans son *Histoire de la littérature française du XX^e siècle* : « Quant à Robert Brasillach qui paya de sa vie une erreur insupportable, paix à sa jeune ombre coupable en faveur de son repentir, de son ultime courage et du beau cri de douleur qu'exhalent ses vers de prison ! » Cette leçon, c'est celle que nous apporte *Six Heures à perdre*, encore plus actuelle aujourd'hui qu'en 1953, celle que devraient méditer les habituels détracteurs de service, mués en perroquets à mesure que passent les ans. Pour leur grand déplaisir, l'œuvre de Brasillach demeure, comme le montre avec éclat ce grand roman à demi oublié et qu'on va pouvoir enfin redécouvrir.

Philippe d'Hugues

Six heures à perdre sur Radio Courtoisie

- "Libre journal des Belles-Lettres" (Alain Lanavère), vendredi 5 février 2016, à 18h, avec Philippe d'Hugues
- "Français, mon beau souci" (Michel Mourlet), lundi 8 février 2016, à 10h45, avec Gilles de Beaupre, Philippe d'Hugues et Guillaume
(Enregistrement : www.mediafire.com/listen/fixna9v6npfkip21/RC%2C+M.Mourlet%2C+2016+02+08++LR+%28CdB-PdH-Guillaume%29.mp3)
- "Libre journal des Traditions" (Christian Brosio), 18 février 2016, avec Philippe d'Hugues
- "Libre journal d'Henry de Lesquen : Brasillach, du martyr à la légende", lundi 22 février 2016, à 19h30 avec Philippe d'Hugues et Pascal Manuel Heu

Enregistrements des émissions disponibles sur le site officiel de Radio Courtoisie

(www.radiocourtoisie.fr/), pour ses adhérents, et sur le blog des ARB (<http://arb6245.over-blog.net/2016/05/six-heures-a-perdre-sur-radio-courtoisie.html>).

Six heures à perdre : Revue de presse

« Lire: Quelques heures avec Robert Brasillach », par Arnaud Robert, 11 février 2016
<http://infos-75.com/voir-lire-ecouter/lire-quelques-heures-avec-robert-brasillach/>



Tour à tour poète, auteur de théâtre, historien, critique littéraire et cinématographique, journaliste engagé, Robert Brasillach est également l'auteur de huit romans, dont le célèbre « Comme le temps passe ».

« Six heures à perdre », roman posthume, reste probablement le plus méconnu des romans de Brasillach, aussi les éditions *Pardès*, en rééditant ce titre, apportent une contribution salvatrice à la découverte de cette œuvre intéressante à bien des égards.

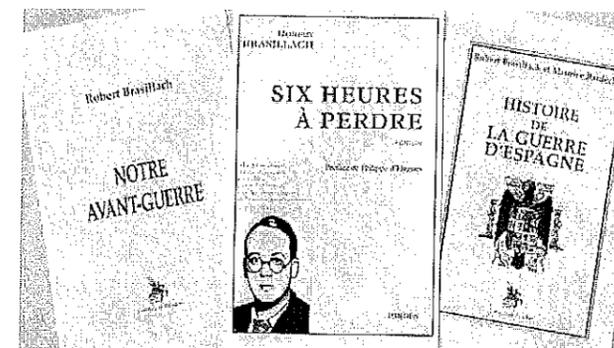
« Six heures à perdre » est un roman de l'Occupation (1943/1944) dont la trame policière, particulièrement bien troussée, sert de prétexte à décrire, à la manière d'un reportage sur le vif, une époque, une société aux repères brouillés, aux personnages dépassés par des situations souvent irréelles. Le règne de la pleine confusion.

Un jeune lieutenant libéré d'un camp de prisonniers passe quelques heures à Paris, dans l'attente du train de retour. Il profite de l'occasion pour tenter de retrouver une certaine Marie-Ange Olivier, rencontrée quelques années plus tôt par son compagnon de captivité, Bruno Berthier. Mais la police cherche également après la jeune femme, dont les fréquentations suspectes semblent en décalage avec le récit fait par Berthier à son ami...

Le roman se compose de trois parties très différentes : la première pose le cadre de l'intrigue et présente une ambiance très policière, avec une disparition inquiétante, un mystérieux assassinat et de multiples interrogations... La seconde partie, parfois un peu délayée, est centrée sur la relation entre Berthier et Marie-Ange ; il s'agit d'une subtile analyse de caractères, le récit d'un instant de bonheur simple et léger dans une époque ô combien troublée. La dernière partie, souvent considérée comme la meilleure, relate quant à elle les conditions de l'Occupation : la ligne de démarcation, le marché noir, la Résistance, les Américains, les Allemands, la LVF... C'est une peinture saisissante, juste et précieuse que livre Brasillach : un instantané d'une époque, qu'il vit lorsqu'il écrit le roman, de mars à juin 1944.

Un grand roman, dont l'heureuse exhumation prouve que les mots survivent aux balles.
Arnaud Robert ; ar@infos-75.com

« Si vous voulez savoir qui est un homme, lui donner une position de leader. » – Robert Brasillach à propos de la nature et les gens



www.polemia.com/six-heures-a-perdre-de-robert-brasillach/

« Six heures à perdre » de Robert Brasillach, 14 février 2016 | Exclusivité Polémia

Camille Galic, journaliste, auteur, essayiste.

◆ Rééditée pour le 71^e anniversaire de son exécution le 6 février 1945 au fort de Montrouge, *Six heures à perdre* est la dernière œuvre de Robert Brasillach, publiée à titre posthume chez Plon en 1953 et largement méconnue. Mais s'agit-il vraiment d'un roman comme la présente l'éditeur, « d'un grand roman de l'Occupation, un des plus grands qui soient, malgré l'abondance d'œuvres sur le sujet », insiste son préfacier ? On peut considérer aussi que l'écrivain s'efface ici devant le journaliste pour nous donner un formidable reportage, criant de vérité.

Si son pays lui « fait mal », Brasillach (1) observe une totale neutralité sur le quotidien des prisonniers en Allemagne et celui des Français pendant les « heures les plus sombres ».

C.G.

Dans son érudite préface à ce livre, Philippe d'Hugues (2) rappelle que, préfaçant ce livre dans le tome III des *Œuvres complètes* de Brasillach parues au Club de l'honnête homme, son ami de la rue d'Ulm et beau-frère Maurice Bardèche affirmait que, « des trois parties que comporte l'ouvrage, c'est la première qui est la meilleure, alors que la troisième lui semble la moins réussie ». Ph. d'Hugues pense « exactement le contraire », trouvant « monotone » l'évocation « insistante » de la captivité de l'écrivain, alors que la deuxième partie intitulée « La Permission » lui semble « scintillante », une « petite merveille, du pur Brasillach d'avant-guerre », tout comme la troisième partie, « Le Drapeau noir », est « la grande réussite du roman ».

Oserai-je dire que les trois parties me paraissent indissociables et également prenantes ? D'abord, l'argument romanesque : enfin libéré de son Oflag, un officier dont on ne saura rien occupe ses « six heures à perdre » entre deux trains à retrouver l'énigmatique Marie-Ange, rencontrée par son camarade de captivité Bruno Berthier à la faveur d'une permission pendant la drôle de guerre et qui dévoilera peu à peu tous ses mystères. Mais cet argument est surtout la justification d'un documentaire sur le contraste entre l'univers cloîtré du camp et celui, tout aussi étouffant, de la « vraie vie » sous l'Occupation. A l'appui de cette impression, le fait que le style de Brasillach – qui fit paraître ce récit en feuilleton dans *Révolution nationale* au printemps 1944 avant d'en corriger les épreuves à la veille de son arrestation – se fait moins fluide, moins littéraire. La « petite musique » demeure, mais l'ancien normalien ne recule pas devant les répétitions (il emploie par exemple deux fois le verbe aimer en une ligne) et néglige quelquefois l'imparfait du subjonctif. Oubliée la virtuosité, il veut que sa plume colle au plus près à l'authenticité, rende au plus juste les sensations éprouvées, les portraits qu'il esquisse, les situations qu'il décrit sans esprit partisan, sauf peut-être quand il campe ces « grosses crémiers et

bouchères » endiamantées grâce au rationnement... et dont se souvint sans doute Jean Dutourd quand il écrivit *Au bon beurre* huit ans plus tard.

Après la défaite, Brasillach resta jusqu'en 1941 prisonnier à l'Oflag VI A de Soest, en Westphalie. Il n'en garda pas un si mauvais souvenir puisque, écrit le narrateur qui pourrait se prénommer Robert, le temps passé là a « ressemblé un peu à ma vie d'étudiant ». Promiscuité mais aussi camaraderie, promenades interminables autour du *Marschfeld*, plaisirs « communs et certains », ingéniosité infinie pour cuisiner des plats raffinés sur des fourneaux improbables (entre deux briques, on fait un foyer élémentaire et on pousse dessous des « bandes de papier » pour fricoter un « civet magnifique » à partir d'un « matou imprudent »), ou monter des spectacles « qui eussent honoré les plus hardies des compagnies parisiennes ». Car « lorsqu'on vit retiré du monde, c'est l'imagination qui devient la reine », qu'il s'agisse de « cristalliser » de manière très stendhalienne une rencontre à première vue éphémère, comme celle du permissionnaire Berthier avec Marie-Ange, ou d'élaborer des tentatives d'évasion. Le narrateur évoque ainsi deux « esprits ingénieux » qui s'étaient confectionné un uniforme *feldgrau* en papier pour passer inaperçus. Leur belle échoua mais « les Allemands rirent beaucoup, les félicitèrent et leur demandèrent l'autorisation de les photographier ».

Le temps du dégoût

Pour dépeindre l'Oflag et l'état d'esprit y régnant reviennent en *leitmotive* les termes *naïf*, *naïveté*, *naïvement* : afin d'exprimer le retour à une certaine innocence et la relative infantilisation d'hommes faits tout à coup privés de leurs responsabilités professionnelles et familiales ? ou pour exprimer le contraste cruel entre la discipline et la camaraderie du camp, où chacun se réjouissait de la libération d'un compagnon de chambrée, et les arrangements en tout genre et l'aliénation aboutissant au total « confusionnisme », « des idées et des instincts », dans lequel s'embourbaient et souvent se perdirent des civils prêts à croire à tous les miracles mais aussi à toutes les calomnies ? « Temps du dégoût », né « de la hargne, de la violence, des menaces souvent mises à exécution, de la plus complète intolérance », du « mélange bizarre qui se faisait ici de sentiments désintéressés et d'affaires, tout ce salmigondis de révolte et de marché noir, de banditisme sans aveu, d'idéalisme dévoyé ».

Mais d'un même regard, distancié et pourtant presque empreint de tendresse, le narrateur décrit les jeunes séduits par l'Ordre nouveau et, à l'opposé, leurs contemporains trotskistes ou anars parmi lesquels évolue sans préjugés Marie-Ange, malheureux entraînés « vers de si noires alliances, noires et sordides ». Mais ainsi allait sans doute l'Occupation avec ses profiteurs et ses sacrifiés, ses salauds et ses héros courant vers « de belles morts dignes et graves, plus belles que la vie n'avait été, car il est plus facile de bien mourir que de bien vivre ».

Propos prémonitoire ? Et prémonition aussi que le titre du récit, *Six heures à perdre* ? Six heures, c'est ce qui suffit le 19 janvier 1945 à la Cour d'assises de la Seine devant laquelle était déféré Robert Brasillach – qui s'était constitué prisonnier en septembre 1944, après avoir appris l'arrestation de sa mère et de Maurice Bardèche – pour examiner son cas, le déclarer coupable d'intelligence avec l'ennemi et le condamner à mort... après vingt minutes à peine de délibération. Charles De Gaulle, qui avait refusé sa grâce, devait ensuite écrire dans ses *Mémoires*, à propos du supplicié de Montrouge, que « le talent est un titre de responsabilité ».

Camille Galic, 12 février 2016

Robert Brasillach, *Six heures à perdre*, éditions Pardès, janvier 2016, 256 pages.

(1) Voir le poème de Robert Brasillach, « Mon pays m'a fait mal » dans *Poèmes de Fresnes* (dit par Pierre Fresnay).

(2) Auteur de *Brasillach*, éditions Pardès, 2005, collection Qui suis-je ? 128 pages.

« Robert Brasillach : Six heures à perdre », *Compte rendu par Benoit Le Roux, Catholica*, n°131, printemps 2016

L'œuvre de Brasillach, mort en 1945, après celle de Giraudoux, mort en 1944, vient de tomber dans le domaine public. C'est pourquoi les rééditions se multiplient ou vont se multiplier. Le présent roman a été publié dans l'hebdomadaire *Révolution nationale* au printemps 1944, avant le Débarquement. On trouvera ici la version corrigée après juin 1944, et publiée chez Plon en 1953, puis au Club de l'Honnête Homme en 1963. Il eût été plus intéressant de publier la version de l'hebdomadaire, comme un document permettant d'observer ce que la censure allemande autorisait. Les allusions aux Juifs, à Malraux, etc. sont-elles dans la version originale ? Brasillach n'a-t-il pas éliminé après le 6 juin des phrases trop optimistes sur le devenir allemand ? En tout cas son héroïne continue à s'engager (en Belgique) comme infirmière pour le front de l'Est...

Le titre s'explique ainsi : un prisonnier de guerre libéré en 1943 se retrouve gare de l'Est avec « six heures à perdre » avant le train pour Lyon, au cours desquelles il va découvrir ce que Paris et la France sont devenus. Conclusion : la division entre Français sera le grand sujet de ceux qui plus tard traiteront de cette période. Le préfacier, Philippe d'Hugues (auteur d'un *Brasillach, Qui suis-je ?* chez le même éditeur), a raison de souligner que la dernière partie est la plus intéressante, parce que l'héroïne y brosse en effet un tableau complexe de l'Occupation, et que le héros conclut, presque textuellement : « Qui suis-je pour juger ? ». Ce qui ne manque pas de sel, aujourd'hui, sous le pontificat de François.

B.L.R.

Roman, Pardès, Grez-sur-Loing, janvier 2016, 256p 20€

Robert Brasillach s'est essayé à tous les genres : romancier, chroniqueur, dramaturge, poète et journaliste. Bien que rangé parmi les maudits, il reste un monument de la littérature française.

Six heures à perdre est probablement le plus méconnu des romans de Robert Brasillach, sans doute parce qu'il s'agit d'un roman posthume paru pour la première fois en 1953. A l'époque, la parution de ce roman d'un fusillé, d'un banni, d'un réprouvé, passa relativement inaperçue. Auparavant, ce roman avait été publié en feuilleton l'année 1944 dans l'hebdomadaire *Révolution nationale*. Avant d'être arrêté, Brasillach avait eu le temps d'en corriger le manuscrit et de le déposer chez Plon.

Ecrit dans un style différent de ses précédents romans, *Six heures à perdre* est d'abord un roman de l'Occupation. Brasillach y raconte ses souvenirs de captivité et ses neuf mois d'Oflag, la rencontre dans un cabaret littéraire avec l'héroïne féminine du livre, puis décrit la vie à Paris et en province sous l'Occupation. La situation de la France en 1943-1944 y est dépeinte à chaud : le marché noir, la peine des femmes, la confusion politique et les incertitudes des jeunes garçons, les bobards, les trafics, le terrorisme, les repréailles... Ce roman historique est surtout une observation minutieuse de cette époque dont on ne peut plus parler sereinement.

Cette édition est préfacée avec finesse par Philippe d'Hugues, critique et historien du cinéma, directeur d'émission à Radio Courtoisie.

Six heures à perdre, Robert Brasillach, éditions Pardès, 256 pages, 20 euros

"Médias-presse-info", le 25 février 2016,

www.medias-presse.info/six-heures-a-perdre-robert-brasillach/49900.

“Six heures à perdre” de Robert Brasillach



écrivains, écrivait à chaud, au moment où se déroulaient les événements qu'il relate. D'Hugues ne partage pas l'avis de Maurice Bardeche, très élogieux quant à la première partie du livre (il y en a trois), et qui considère que la troisième semble la moins réussie, alors que Hugues pense exactement l'inverse. Le lecteur jugera...

LE RETOUR

La première partie, « Le Retour », évoque le retour du personnage principal du roman, libéré (comme le fut Brasillach) de sa captivité en Allemagne. Lisons les premières lignes de l'ouvrage, dans lesquelles on retrouve la musique si caractéristique de l'auteur : « Le train de Compiègne entrainait doucement en gare, mais je savais que personne ne m'attendait. Mes compagnons étaient tous debout, chargés de leurs colis informes, chacun d'eux isolé déjà dans son ancien vêtement, son ancienne âme, qu'ils apercevaient sans doute sous la vertèbre. Ils avaient échangé les adresses et les au revoir, mais eux-mêmes, ils n'étaient plus là. Il est toujours triste d'arriver seul dans une gare où l'on n'est pas attendu. Le troupeau des rapatriés se pressait déjà devant les barrières, où des femmes faisaient des signes et criaient des prénoms. Personne ne criait le mien ». Et Berthier, le personnage principal du roman, de redécouvrir les femmes et les boulevards de Paris : « Au moins, il y avait des femmes. Je considérais ces curieux animaux dont la présence, même muette, avait été si étrangement abominable pour moi pendant plus de trois ans ».

“LA BOUQUETIÈRE”

La deuxième partie du roman commence par un chapitre, la bouquetière, du pur Brasillach d'avant-guerre, une petite merveille. Lisons ce qu'écrit Philippe d'Hugues : « C'est une sorte de note nouvelle scintillante, insérée pour notre plaisir et celui du romancier, dans la trame plus sombre

SIX HEURES À PERDRE, ce roman de Robert Brasillach, est quasi inconnu. Il s'agit d'un roman posthume qui parut dans un silence quasi total en 1953. Ce n'était pas un inédit à proprement parler car il avait paru en feuilleton, tout à la fin de l'Occupation, du 11 mars au 10 juin 1944, dans *Révolution nationale*, l'hebdomadaire de Lucien Combelle où écrivait Brasillach, après avoir quitté *Je Suis Partout* en désaccord avec la ligne des ultras (Rebatet, Cousteau, Lantreux). Philippe d'Hugues, qui lui consacre une excellente préface, écrit : « Ce n'est peut-être pas le meilleur roman de Brasillach, mais ce n'est pas le moins intéressant, bien au contraire. » Ce n'est sans doute pas un chef-d'œuvre, tel *Comme le temps passe*, voire les *Sept Couleurs*, mais on y retrouve cependant ce charme, cette musique tendre et parfois nostalgique qui caractérise si bien Brasillach. *Six heures à perdre* est, dit Philippe d'Hugues « un grand roman de l'Occupation, un des plus grands qui soient », le comparant au *Chemin des étoiles* de Marcel Aymé, qu'il place en tête, et *Au bonheur de Jean Dufour*. Brasillach, contrairement aux deux

cuire le malheureux maton imprudent que l'on avait attrapé. On apprend qu'il avait fait d'un seul exemplaire de *Das Reich* pour faire bouillir une casserole d'eau. Avec deux *Volksicher Bebacher*, on pouvait se préparer un cacao, tandis que les journaux belges dégageaient une fumée épouvantable : la faute à l'encre sans doute. On apprend que la vie n'était guère pénible même si l'on s'y ennuyait mortellement. On lit dans le roman : « On ne me croira pas si j'affirme, sous la foi du serment, qu'il y eut un concours de pêche à la ligne. Avec unseau comme accessoire pour représenter ainsi que son promoteur occupait ses loisirs et ceux de ses camarades avec la seule science qu'il maîtrisait... »

“LE TEMPS DU DÉGOÛT”

« Le temps du dégoût » est le titre de l'un des derniers chapitres du livre. L'auteur raconte : « Les bourgeois, d'abord étonnés de l'avance russe, puis s'en accommodant, expliquaient que tout était pour le mieux, et que les Américains empêcheraient les bolcheviks d'aller trop loin [...] On changeait de chef avec la plus grande tranquillité d'esprit, et l'on se fabriquait un extraordinaire monde d'illusions, qui flottait comme une bulle sur le monde réel. Et puis, tout de même, à côté de tout cela, la pression de la réalité, le marché noir, le ravitaillement officiel maintenant amenais, l'incertitude, la misère heurtée à l'opulence la plus scandaleuse, et le terrorisme, et les représailles... » Brasillach évoque « les arrestations, les condamnations, les assassinats crapuleux déguisés en attentats politiques, les enfants tués à la porte de leurs parents par les terroristes, des hommes et des femmes sans activité politique, pourtant assaillis et égorgés ». Il conclut par cette phrase : « Il est plus facile de bien mourir que de bien vivre ». Hommage à Robert Brasillach qui fut fusillé le 6 février 1944.

SOUVENIRS DU OFLAG

Les souvenirs de captivité de Berthier/Brasillach sont succulents. Comme il n'y avait ni alcool ni essence dans le camp, l'usage des journaux s'imposa pour faire

Six heures à perdre, de Robert Brasillach, Paris, éd. Wilson, 77880 Grez-sur-Loing, 250 pages, 23 euros franco.

"Journal de bord de Jean-Marie Le Pen", 12 février 2016 (à la treizième minute) : <https://www.youtube.com/watch?v=tOkXyKDAoow>

► Réédition aux éditions Pardès de *Six heures à perdre* de Robert Brasillach. D'abord publié en feuilleton, entre mars et juin 1944, dans l'hebdomadaire *Révolution nationale* de Lucien Combelle, Robert Brasillach avait eu le temps de déposer son manuscrit chez Plon dans une version améliorée avant d'être arrêté et fusillé. Sorti en 1953, ce roman de l'Occupation nous plonge au temps de la Résistance, du marché noir et des incertitudes (préface de Philippe d'Hugues, 260 pages, 24 euros port compris chez Facta).

Faits & Documents, 15 février 2016

La Nef, n°280, avril 2016, p.35 □

Un roman oublié de Brasillach

Six heures à perdre, c'est le titre de ce roman publié en feuilleton par Robert Brasillach après qu'il a quitté « Je suis partout » (abandonné aux ultras de la Collaboration) en septembre 1943. Comme d'autres écrivains pétainistes, comme Céline, comme Drieu, comme Fontenay, il avait trouvé refuge dans la revue de Lucien Combelle, « Révolution nationale », et c'est dans ces colonnes que parut ce roman entre le 12 février et le 2 mai 1944. Un roman rapide comme son titre et au fond comme la vie de Brasillach, mort à 36 ans le 6 février 1945, fusillé pour ses idées.

Ce qui frappe dans cet ouvrage, qui est l'un des derniers gestes littéraires de Brasillach, c'est qu'il a déjà tourné la page du vichysme. Il mesure la dureté de l'époque dans laquelle entre la France. Ce livre paru dans une revue ultra-conservatrice est en avance sur son temps. En même temps, lorsque les éditions Plon le publièrent en 1953, le public était lassé des sauvageries qui caractérisaient ce moment. Étrange époque ! Les Français n'en pensaient pas moins mais ils avaient fait le même choix que l'héroïne de *Six heures à perdre*, Marie Ange : « Quel que

tôt le désir de l'action pour l'action, qui est l'asile de tant de cœurs troublés, il lui semblait que l'action était plus simple qu'il n'avait pas à se mêler de tant de compromissions extraordinaires et d'alliances sinistres et Marie-Ange venait par elle-même de passer par les dédales mystérieux d'une action trop impure pour ne pas désirer, au-delà de tout autre choix, autre chose. »

On peut mesurer, à travers ces mots, l'état d'esprit de Brasillach à quelques semaines de son exécution. ■ J. P.



Robert Brasillach, *Six heures à perdre*, éd. Pardès, 256 pp., 20 euros.

Six heures à perdre



par Philippe Maxence

Pour avoir été du côté des vaincus à la Libération, Robert Brasillach fut fusillé en février 1945. D'autres, du même camp, eurent un sort plus enviable et connaissent encore, pour certains d'entre eux, la gloire de l'édition. Ce n'est pas le cas de Brasillach ! Publié après la guerre, lu jusque dans les années 1980, il a peu à peu quitté les étagères des librairies. C'est presque devenu l'auteur de livres que l'on se

transmet sous le manteau, un nom que l'on hésite à prononcer, une œuvre que l'on cherche à oublier. Et, pourtant, voilà qu'il revient, à travers la réédition de son ultime roman, publié en feuilleton pendant la guerre et en livre, de manière posthume, en 1953. *Six heures à perdre* se passe pendant la Seconde Guerre mondiale, dans une France qui cherche à revivre le plus normalement possible. Récemment libéré de son camp de prisonniers, le narrateur retrouve pendant quelques heures la Paris de sa jeunesse et tente d'y accomplir, pour un camarade de camp, une mission quasi impossible : retrouver la femme aimée.



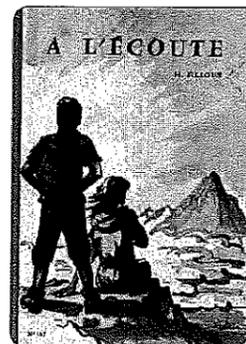
Description du Paris occupé, où les différentes options politiques sont campées sans a priori ni haine (Brasillach évoque même de Gaulle comme s'il n'était pas un général considéré alors comme félon et la Résistance comme si elle n'était pas perçue alors comme un ramassis de terroristes), *Six heures à perdre* se transforme très vite en une sorte de roman policier. Le crime est là, bien sûr, mais il ne semble qu'un prétexte, l'occasion d'une longue confession. C'est surtout un adieu définitif au temps de la jeunesse, période des rêves et de l'insouciance. Il s'agit, on s'en souvient, des grands thèmes de l'auteur, mais on pressent qu'il s'apprête à les abandonner, non sans nostalgie, mais avec certitude, quand même.

À ce titre, cet ultime roman de l'écrivain s'impose comme un livre charnière, un ouvrage qui prépare la transition vers la période de la pleine maturité, celle que promettait justement le talent de Brasillach. On sait malheureusement la suite de l'histoire...

P.M.J.
Robert Brasillach, *Six heures à perdre*, Éditions Pardès, 2016, 256 pages, 20 €.



Le flambeau sacré

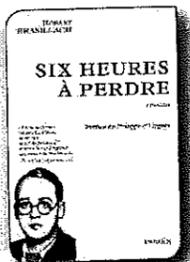


poésie grecque, aux mêmes éditions, regroupe des textes choisis, traduits et annotés par Brasillach. Mieux encore, dans un recueil de textes français commentés à l'usage de la classe de 7^e (le CM2 actuel) intitulé *A l'écoute* (1958) aux éditions de l'École, de larges extraits du *Procès de Jeanne d'Arc* sont donnés sans aucune « mise en garde » spéciale, au milieu de textes de Péguy et de Claudel, dans le chapitre « Le flambeau sacré », celui de la patrie bien sûr. Toutes choses impossibles de nos jours !

Les adolescents ne peuvent plus découvrir cet auteur qu'en allant « aux sources », c'est-à-dire en lisant ses livres eux-mêmes. C'est pourquoi nous avons demandé à Anne Brassié, spécialiste de l'œuvre de Brasillach, précisément pour ce numéro de *Présent* du 5 février, veille de l'anniversaire de sa mort, d'évoquer son roman posthume récemment réédité, *Six heures à perdre*.

A.L.P.

6 — PRÉSENT Samedi 20 février 2016



Robert Brasillach :
Six heures à perdre

Préfacer de cette réédition de *Six heures à perdre*, Philippe d'Hugues n'a pas tort, qui écrit que « ce n'est peut-être pas le meilleur roman de Brasillach ». Mais pour préciser aussitôt : « Mais ce n'est pas le moins intéressant, bien au contraire. »

On sait qu'il s'agit d'un roman posthume, publié en 1953. Dans une quasi-indifférence. Il était initialement paru en feuilleton dans *Révolution nationale*, du 11 mars au 10 juin 1944. A une époque où l'on avait la tête ailleurs... Ce sont peut-être ces deux dates — 1944 et 1953 — qui confèrent aujourd'hui à ce roman une dimension supplémentaire. Avec, en plus, la petite musique de Brasillach. *Pardès*.

ALAIN SANDERS
alain.sanders@present.fr

Six heures à perdre

Le dernier roman de Brasillach réédité

Après 40 mois de captivité dans un oflag allemand, un jeune lieutenant rentre en France et passe six heures à Paris, en 1941. Pour exaucer le vœu d'un compagnon resté en Allemagne il retrouve une jeune femme, Marie-Ange, petite Antigone des temps modernes, et sa douloureuse histoire.

Paru en feuilleton dans *Révolution nationale*, à l'initiative de Lucien Combelle, du 11 mars au 10 juin 1944 ce roman, excepté le personnage féminin, est un peu l'histoire de Brasillach qui rentre de Westphalie et retrouve avec bonheur la ville de ses études, mais avec dégoût l'atmosphère sinistre des petits et gros trafics de l'occupation.

Autour de Marie-Ange, des jeunes s'engagent dans des mouvements différents et opposés mais discutent entre eux, et de plus vieux les enrôlent à leur service, au service de leur fortune personnelle... Étrange résonance aujourd'hui de cette phrase : « Il est plus facile de bien mourir que de bien vivre. » Toujours ce tranquille désespoir derrière la gaieté apparente.

Ce qui donne à ce roman une force et un charme particuliers, typiques des romans de Brasillach, c'est le mélange de scènes filmées d'une poésie infinie, des rues du Paris de l'Occupation, silencieuses puisées sans voitures, des toilettes féminines, des petites gens qui se battent pour survivre et des gros profiteurs que toutes les guerres voient proliférer. La poésie des souvenirs aussi, quand les prisonniers récitent comme une litanie les noms des stations de métro, « Châtelet, Cité, Saint-Michel, Odéon ». Poésie qui n'exclue pas les réalités de l'Occupation les plus dures. On a comparé cette œuvre à celles de Simoneon. Il y a meurtre en effet.

« Ce qui m'effraie, écrit Brasillach, c'est l'intolérance des Français les uns vis-à-vis des autres. » Il avait raison, cette intolérance à son égard dure encore. En dehors du théâtre cornélien, les vainqueurs sont rarement généreux.

ANNE BRASSIÉ
anne-brassie@present.fr



Robert Brasillach en blouson de cuir sur son uniforme à son retour de captivité.

● *Six heures à perdre*, Robert Brasillach, éditions Pardès. Préface de Philippe d'Hugues.

● Association des amis de Robert Brasillach : brasillach@europac.ch

● A lire demain dans notre supplément littéraire : entretien avec Philippe Junod, président des Amis de Robert Brasillach ; et « Quoi de neuf ? Brasillach, plus que jamais », par Francis Bergeron.

La messe en mémoire de Robert Brasillach (6 février 1945-6 février 2016) et de Maurice et Suzanne Bardèche sera célébrée le samedi 6 février à 10 heures à Saint-Jacques du Haut-Pas. Nous nous retrouverons ensuite au cimetière Saint-Germain de Charonne.

6 — PRÉSENT Samedi 6 février 2016

71^e anniversaire de son exécution

www.present.fr

Quoi de neuf ? Brasillach, plus que jamais

Les éditions Pardès rééditent le roman posthume et introuvable de Brasillach : *Six heures à perdre*. Attention : chef-d'œuvre !

Six heures à perdre est un roman posthume de Robert Brasillach, un roman de l'Occupation. Et osons le dire : en le rééditant, les éditions Pardès ont fait mieux qu'une œuvre pieuse, mieux qu'une bonne action ; elles permettent l'accès de tous à un livre qui n'en déplaît au préférer Philippe d'Hugues — est certainement l'un des meilleurs romans de Brasillach, même s'il est l'un des moins connus.

Rappelons les circonstances de sa rédaction et de sa publication : nous sommes dans les années 1943-1944. Brasillach a été libéré de son Oflag. Il en a rapporté des notes et carnets (publiés, par ailleurs, dans les œuvres complètes en 12 volumes du Club de l'Honnête homme, en 1963, et aussi, sans erreur, chez Plon, en 1968, dans le recueil *Une génération dans l'orage*). Il va mêler ces notes personnelles à une intrigue romanesque pour construire un roman, un roman qui se passe en six heures, un roman tragique, comme l'est sa vision de la France en ce printemps 1944, alors que le texte paraît en feuilleton dans l'hebdomadaire de Lucien Combelle, *Révolution nationale*. Puisque Brasillach écrit là, désormais, ayant cessé sa collaboration avec le flam-

beau et pas l'une dans l'autre, à la différence des formidables romans à tiroir de Jacques Laurent. Et ces deux nouvelles successives — qui sont comme deux petits bijoux — enlèvent quand même un peu de force au récit, dans son ensemble. Quant aux *Sept couleurs*, si le texte comporte des fulgurances, une exaltation éblouissante, la forme en fait un peu un exercice de style, avec ce que cela a de didactique.

Brasillach, c'est peut-être d'abord *l'Histoire du cinéma*, *l'Histoire de la guerre d'Espagne*, *Le Siège de l'Alcazar*, les *Poèmes de Fresnes*, les *Pornais*, *Pierre Cornéille*, *Amateurs de théâtre*, et tout ce qui a été publié après son assassinat : ses

sième lecture de *Six heures à perdre*.

C'est grâce à *Six heures à perdre* que j'ai découvert Brasillach.

A une date que je situe vers 1969, ma chère maman me mit ce roman entre les mains. Il s'agissait de l'édition Plon, celle de 1953. Le titre sur fond gris bleu, et le nom de Brasillach en blanc dans un carré noir. A l'époque, Plon était une maison d'édition extraordinaire, largement orientée sur la littérature de qualité.

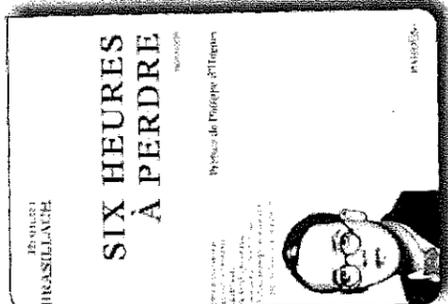
— Lis ce livre. Il raconte le Paris de mon enfance pendant la guerre, et quels étaient nos sentiments, nos craintes, nos espoirs du moment. Quant à cet écrivain, Brasillach, c'était un jeune écrivain de talent, qui a été assassiné par de Gaulle et les communistes.

Je suis ébloui à jamais de cette première lecture. Et je ne remercie-rais jamais assez ma mère de m'avoir ouvert à cet écrivain, et à cet univers. Je n'ai jamais plus quitté l'un et l'autre depuis.

FRANÇOIS BERGERON
francois-bergeron@present.fr

● *Six heures à perdre*, par Robert Brasillach, 270 p., Pardès 2016. Voir l'article d'Anne Brassié paru dans notre numéro du 5 février.

Or les chefs-d'œuvre (*Voyage au bout de la nuit*, *Les Déracinés*, *Opus d'acier*, les albums de Tintin, Raspail ou Marceau, Simonin ou J.-H. Chasse, le Déon des *Pages grecques*, du *Rendez-vous de Paris* et de *Mes arbres de Noël*, et tant d'autres), il faut les lire trois fois dans une vie d'homme. Nous y sommes, nous sommes à la trou-



boyant mais fourvoyé *Je Suis Par- tout*.

C'est juste avant son arrestation, comme le rappelle Philippe d'Hugues dans sa préface, que Brasillach dépose le texte chez Plon, après l'avoir corrigé et amélioré, à partir du feuilleton imprimé. Plon attendra huit ans pour le publier car, dans l'immédiat après-guerre, l'éditeur du Brasillach présentait beaucoup d'inconvénients... et de risques. Le succès fut « relatif ».

Le livre « n'a pas l'éclatante qualité de *Comme le temps passe*, voire des *Sept couleurs* », écrit Philippe d'Hugues dans sa préface, par ailleurs remarquable d'intelligence et d'érudition, comme toujours.

Pas d'accord, mais alors pas d'accord du tout !

Disons d'abord que l'œuvre romanesque de Brasillach n'est pas forcément la partie la meilleure de son œuvre. Et, en tout cas, elle n'est certainement pas la plus importante. *Comme le temps passe* est certes un bon roman — ah, la nuit de Tolède ! Cette sensualité à peine esquissée mais troublante — mais il y a en fait deux romans, ou plutôt deux excellentes nouvelles : une histoire d'amour et une histoire des débuts du cinéma. Deux histoires dans une même histoire, l'une après

L'ACTION FRANÇAISE
DE MONTREAL

La Densé

Entretien avec Philippe Junod

« Il y a un mystère Brasillach »

Philippe Junod est le président de l'association des Amis de Robert Brasillach, qu'il anime infatigablement depuis Genève. Pour ce jour anniversaire de l'exécution du jeune poète trop tôt parti, il répond aux questions de *Présent*.

— 6 février 2016, 100^e anniversaire de l'exécution de Robert Brasillach au fort de Montrouge, vous qui êtes si « proche » de lui, comment savez-vous le fusillé en un tel jour ?

— Nous avons commémoré l'an dernier le 70^e anniversaire de ce tragique événement et nous nous réunissons à nouveau cette année pour respecter notre devoir de mémoire et de fidélité. Jeune étudiant en droit, j'ai croisé bien des figures aujourd'hui disparues, comme le chansonnier Pierre Dudan ou l'écrivain Henri Poulain, le compagnon fidèle de *Je Suis Parous*, réfugié en Suisse avec d'autres maudits pour sauver sa peau à la fin de guerre et qui, interdit de publier le moindre article politique, devait se contenter de la rubrique culinaire dans la *Tribune de Genève*. Saluer le fusillé de Montrouge, c'est retrouver le souvenir de ceux qui ont été le ciment de cette amitié, si chère à Brasillach, en n'oubliant pas... le

drapau noir et les copains. Les ARB (Amis de Robert Brasillach, ndr), c'est d'abord une grande famille un peu dispersée qui se retrouve au moins deux fois l'an : le 6 février à Paris et pour l'Assemblée générale de l'association à Genève.

— Malgré les années qui passent, Robert Brasillach est toujours lu et transmis dans les cercles discrets de ceux qui savent encore lire, comment expliquez-vous cette tranquille longévité ?

— Personnellement, je me demande plutôt par quel miracle le poète de Fresnes trouve encore des lecteurs, quand on observe la chape de plomb qui recouvre son œuvre et l'ostracisme systématique dont il fait l'objet depuis quelques décennies. De cet écrivain qui, à 36 ans, laissait derrière lui une œuvre considérable et finalement peu de textes à caractère politique, on ne retient désormais le plus souvent que cette seule phrase, au demeurant tronquée quand ce n'est pas trafiquée et sortie



de son contexte, sur ces juifs dont il fallait se séparer en bloc, etc. Paru ces dernières années, un livre sur l'extrême droite en Suisse dans l'après-guerre mentionne les ARB, qui ont pourtant toujours su se tenir éloignés de la politique, pour ne reprendre que cette citation quasi subliminale de Brasillach, l'auteur de ce brûlot n'ayant de toute évidence pas lu une seule ligne de l'auteur de *Virgile*...

Au lendemain de la guerre, il n'était simplement pas question de miser sur une quelconque, sinon tranquille longévité, pour reprendre votre formule, seuls quelques étudiants vaudois, sûrement un peu fous et lecteurs de Brasillach, s'indignant de ce qu'un pays comme la France pût fusiller ses poètes ; de là sont nés les ARB en 1948 à Lausanne autour de Pierre Favre, soutenus par Maurice Bardèche, l'avocat Jacques Jorini ou encore Henri Poulain, cité plus haut. Passé le temps de l'épuration des écrivains, Brasillach sera largement réédité par de grandes maisons, notamment chez Plon, qui ne manquait pas de souligner qu'un certain nombre d'exemplaires numérotés était réservé aux Amis de Brasillach. Idem pour *l'Histoire du cinéma* au Livre de Poche. En 1956, *La Reine de Césarée* rece-

vait une véritable consécration en étant jouée aux arènes d'Avenches par la prestigieuse troupe d'Alice Cocca et devant un parterre de personnalités de tous horizons (il n'est qu'à relire la plaquette publiée à cette occasion et la liste du Comité de soutien). On pourrait ajouter l'édition des œuvres complètes de Brasillach au Club de l'Honnête Homme ou *l'Anthologie de la poésie grecque*, elle aussi longtemps rééditée à de multiples reprises pour figurer comme ouvrage de référence... rue d'Ulm.

Tout cela est impensable aujourd'hui et nous paraît terriblement éloigné. La nouvelle épuration est plus hystérique que jamais. Il ne suffit plus de dénigrer l'homme, il faut rabaisser l'œuvre en niant à Brasillach tout talent ; ironie de l'histoire si l'on se souvient qu'un certain De Gaulle a justement refusé la grâce de Brasillach à cause de son talent exceptionnel, qui valait titre de responsabilité.

Mais malgré cela, il faut bien constater que l'auteur conserve des lecteurs et que l'association recrute, à mon grand plaisir, comme à mon grand étonnement, parmi des jeunes qui le découvrent sur internet. C'est rassurant.

— *Drien la Rochelle* est entré dans la prestigieuse collection de la *Pléiade* en 2012, rien de tel ne semble envisagé pour Brasillach. Qu'accepte-t-on chez l'un et non chez l'autre ?

— Assurément, il y a un mystère Brasillach et je n'ai pas d'explication définitive, mais je crois que l'écrivain concentre sur sa personne une certaine mauvaise conscience liée à l'épuration et à ses exécutions sommaires. La justice, c'est 6 000 ans d'erreurs judiciaires, écrit le poète de Fresnes. Jugé quelques mois plus tard, Brasillach aurait certainement échappé à la mort, comme Rebatet, Cousteau ou Céline. Il faut donc en permanence justifier son assassinat. Rappelez-vous Pascal Ory, qui n'aura pas honte d'écrire qu'il était contre la peine de mort, mais qu'il eût volontiers fait partie du peloton d'exécution qui a tiré sur Brasillach. « No comment. »

— Plus généralement, les rééditions sont extrêmement rares. L'œuvre n'est-elle pas pourtant tombée dans le domaine public l'année dernière ?

— L'œuvre est effectivement tombée dans le domaine public le 1^{er} janvier de cette année, mais il ne faut pas se faire d'illusions, cela ne changera pas le problème vis-à-vis

des grands éditeurs pour lesquels il n'est pas à l'ordre du jour, politiquement correct oblige, de rééditer du Brasillach, ce qui n'empêche pas Drieu, comme vous le soulignez, de trouver place à la *Pléiade*. La France est victime d'une forme de schizophrénie intellectuelle et littéraire dont on peut douter qu'elle soit en voie de guérison.

Heureusement, quelques petits éditeurs courageux tiennent bon et je félicite les éditions Pardès d'avoir pris la décision de rééditer tout Brasillach, à la suite d'un *Qui suis-je* sur le poète signé par notre Philippe d'Hugues. Après *Six heures à perdre*, qui vient de sortir, c'est *Les Sept couleurs* qui est attendu. Enfin, un ouvrage sur Brasillach sera bientôt édité sous les auspices de l'Académie royale de Belgique ; et sans parler des nombreuses traductions ces dernières années. Comme quoi, il ne faut pas désespérer...

— L'association des Amis de Robert Brasillach a-t-elle des projets en ce sens ? Quels sont les travaux du moment ?

— Nous avons de nombreux projets ; plusieurs d'entre eux sont en chantier depuis des années, d'autres arrivés à terme. Il nous manque le temps et surtout l'argent, car il est révolu l'Age d'or où les ARB comptaient plus de 1 500 membres avec des recruteurs infatigables comme Me Biaggi. Chaque nouveau membre et dès lors précieux (à bon entendre !).

Les Cahiers 53, en cours de mise en pages, sortiront cette année ; plus d'une centaine d'articles de Brasillach non repris dans les deux derniers volumes des œuvres improprement appelées complètes. Le matériel prévu pour deux autres cahiers, qui devaient sortir respectivement pour le centenaire de la naissance de Brasillach et pour le 70^e de sa mort, attend toujours d'être saisi ou retranscrit. Celui consacré au cinéma doit être bouclé cette année encore. S'y ajoute un coffret CD contenant la réédition des *Poèmes de Fresnes* et leur adaptation musicale par Pierre Dudan, Lo Cicero et le Dr Merlin (2016). Enfin, un double DVD comprendra l'enregistrement audio de *La Reine de Césarée* à Avenches et la pièce filmée à Paris il y a quelques années, avec un livret. Voilà qui n'est déjà pas mal pour une petite association qui va sur ses 70 printemps...

Propos recueillis par Pierre Saint-Servant pierre.saint-servant@present.fr

DOSSIER : NUREMBERG

Réédition de 2 livres de Maurice Bardèche en 1 volume : *Nuremberg*

Présentation par l'éditeur :

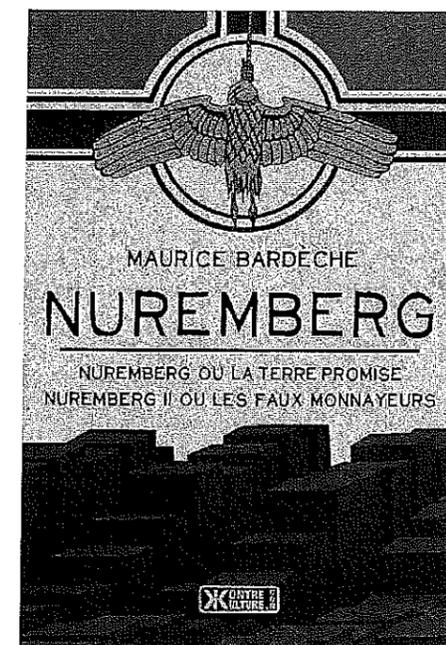
Le 20 novembre 1945 s'ouvrait en Allemagne le procès de Nuremberg. Il n'avait pas suffi aux vainqueurs de vaincre par les armes, il leur fallait aussi vaincre par le droit. À la fin de la Première Guerre mondiale, le traité de Versailles, en faisant des ennemis d'hier les oppresseurs économiques de l'Allemagne, avait permis à son peuple de se souder, de retrouver le chemin de la fierté en retrouvant celui de la prospérité, grâce à un système qui échappait aussi bien aux spéculateurs de Wall Street qu'au dirigisme soviétique. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il ne fallait pas refaire cette erreur : il fallait en finir avec ce peuple qui menaçait les visées hégémoniques des uns et des autres sur l'Europe. Il fallait l'avilir, lui donner pour longtemps la haine et la honte d'être lui-même. Alors les vainqueurs sont devenus les porte-parole de la Conscience universelle.

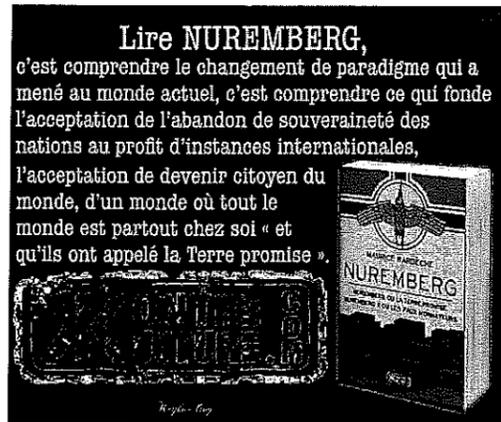
Mais ce que peu de monde a compris, hier comme encore aujourd'hui, c'est que ce ne sont pas seulement les Allemands qui ont subi les conséquences de Nuremberg, c'est nous tous qui avons été dépossédés : « Nous vivions jusqu'ici dans un univers solide [...] Tout était clair : le père était le père, la loi était la loi, l'étranger était l'étranger. On avait le droit de dire que la loi était dure, mais elle était la loi. » Pour la première fois, un procès se fondait sur des lois qui n'existaient pas au moment des faits, et contrairement à toutes les règles du droit, les mêmes étaient à la fois accusateurs et juges. *Vae victis* ! En déclarant les Allemands seuls responsables des hostilités, puis en déclarant leur guerre illégale, il était alors loisible de dire qu'ils n'avaient pas commis des actes de guerre encadrés par le droit de la guerre, mais des crimes de droit commun. Cette « juridiction internationale » – dont le ressort est toujours limité aux pays faibles ou vaincus – ouvrait ainsi l'ère d'un « univers élastique » où les lois peuvent changer au gré des vainqueurs ou des puissants. Elle effaçait aussi « le patient travail d'intégration de la prédication du Christ au droit romain » : « Tous les préceptes de conduite qui avaient cours jusqu'ici ont été écartés et à leur place a été établi l'esprit de vengeance de la loi mosaïque. »

Lire *Nuremberg*, c'est comprendre le changement de paradigme qui a mené au monde actuel, c'est comprendre ce qui fonde l'acceptation de l'abandon de souveraineté des nations au profit d'instances internationales, l'acceptation de devenir citoyen du monde, d'un monde où tout le monde est partout chez soi « et qu'ils ont appelé la Terre promise ».

Maurice Bardèche (1907-1998) est un écrivain et biographe français, agrégé de lettres. Spécialiste du XIX^e siècle, il enseigna à la Sorbonne et à l'Université de Lille.

Éditions Kontre-Kulture, 2016, 426 p. ; 21 euros (+ port)
Disponible auprès des ARB.





facebook

Alain Soral
13 h ·

La Résistance est sur ERFM.



L'Heure la plus sombre n°34 - Émission du 2 mai 2016
Pour ce 34ème numéro de L'Heure la plus sombre Vincent Lapierre recevait Anne Lucken et Maître Pascal Junod pour revenir sur l'ouvrage Nuremberg ou la Terre promise.

Maître Pascal Junod, président des ARB, a présenté cette réédition le 22 mai 2016 lors de la 34^{ème} émission de « L'Heure la plus sombre », sur ERFM, la web-radio de l'association Égalité & Réconciliation.

Cf. www.egaliteetreconciliation.fr/L-Heure-la-plus-sombre-no34-Emission-du-2-mai-2016-39179.html

Sommaire de l'émission :

Introduction

1'04 : Maurice Bardèche

3'24 : Un écrivain de talent

6'00 : Les premiers pas du révisionnisme

7'40 : L'intuition fondamentale

10'21 : La naissance de l'Empire du Bien

13'52 : Nuremberg contre le Droit

18'00 : L'Allemagne seule coupable ?

23'11 : La Pologne : le prétexte

26'15 : Vers la disparition des Nations

28'55 : Bardèche, un militant ?

33'30 : La France à Nuremberg

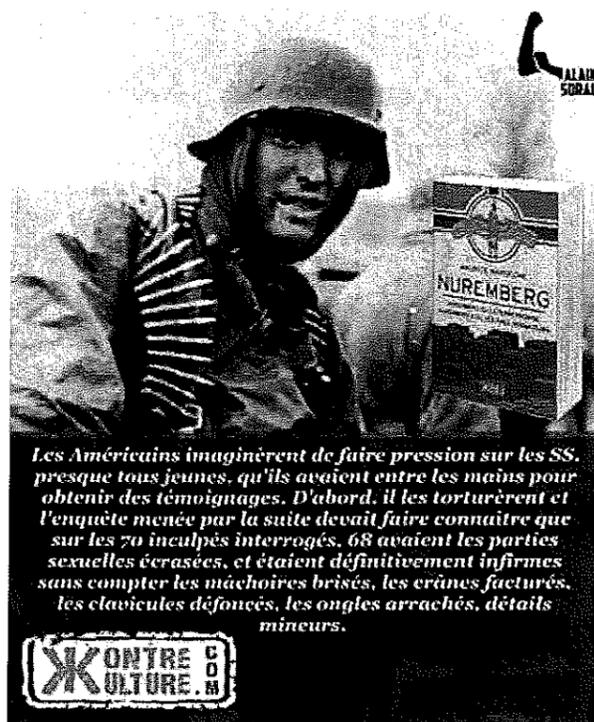
36'35 : Le mythe de la Résistance

40'25 : Les fondements d'Israël

46'30 : La stratégie du dédouanement

52'36 : Les conséquences pour Bardèche

56'46 : Le bannissement du révisionnisme



Cette émission de ERFM avec le président des ARB a été particulièrement appréciée par les auditeurs, comme en témoignent les commentaires suivants (l'orthographe est respectée) :

- « Une des meilleures émissions ou, plus précisément, un des meilleurs intervenants » (le 3/5 à 00h26 par Seb) ;

- « Superbe émission cette semaine. Très courageuse et passionnante. Merci et bravo » (le 3/5 à 05h17 par kgr355, « Un citoyen français qui en a marre de ce système judiciaire pourri ») ;

- « Maître Junod présente un exposé clair et accessible. Vraiment très instructif » (le 17/5 à 21h37 par gulli gulli).

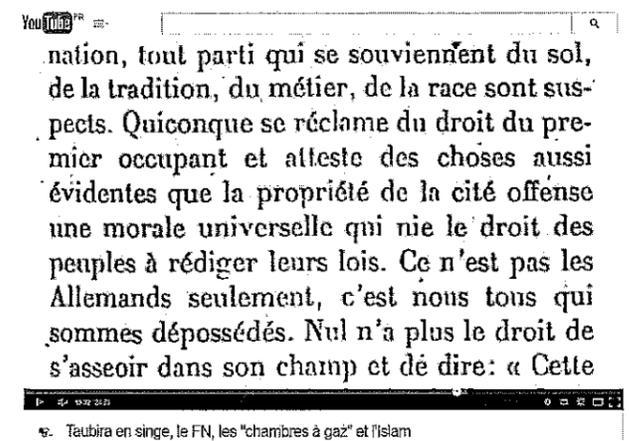
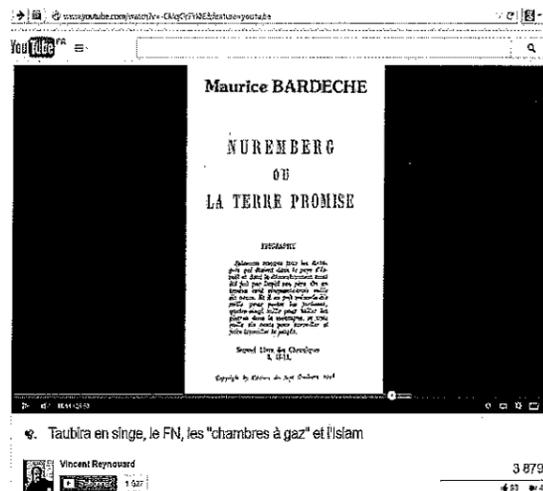
Citations :

Lors de la quatrième partie d'un entretien donné à MetaTV (« Contre histoire du III^{ème} Reich »), entre les 7^{ème} et 8^{ème} minutes, Vincent Reynouard évoque Maurice Bardèche : « [...] Aujourd'hui, toute notre vie est fondée sur les ruines matérielles et idéologiques du III^{ème} Reich. C'est ce qu'avait Bardèche dès 1947 dans *Nuremberg ou la Terre promise* : au-delà de l'Allemagne, c'est nous tous qui sommes dépossédés. Plus personne ne pourra s'asseoir et dire "Cette ville est à nous, c'est nous qui l'avons construite. Que ceux qui ne veulent pas vivre selon nos lois sortent de chez nous." Il avait prévu tout ça. Il avait dit "Attention, avec le jugement de Nuremberg, vous serez tous dépossédés, il n'y aura plus de frontière, plus rien". Il l'avait prévu. Il est donc évident aujourd'hui qu'il faut que la croyance qu'entre 40 et 45, ça a été le camp du Bien contre le camp de l'abomination ; cette croyance doit subsister, et elle doit subsister grâce à l'affaire des prétendus "chambres à airs" ».

(www.dailymotion.com/video/x2f5shb_vincent-reynouard-contre-histoire-du-iiieme-reich-meta-tv-4-4_tv)

• Ajoutée le 17 juil. 2014 - www.youtube.com/channel/UCs2qEQx8cP-5Z6KRZJz280Q

Dans cet éditorial, Vincent Reynouard part de la lourde condamnation, le 15 juillet dernier, de l'ex-candidate FN Anne-Sophie Leclère par le tribunal de grande instance de Guyane pour avoir comparé Christiane Taubira à un singe. Il explique pourquoi, dans la logique républicaine, la "liberté d'expression" invoquée par le FN ne saurait ici s'appliquer car "le racisme, on sait où ça a mené." Vincent Reynouard dénonce alors l'erreur stratégique de Marine Le Pen qui a cru qu'en se déclarant démocrate et qu'en avalisant l'histoire officielle tout en disant : "C'est du passé, nous, c'est le futur qui nous intéresse", elle serait débarrassée du problème de la "Shoah" et des "chambres à gaz". Les propos de l'avocat qui a plaidé contre Anne-Sophie Leclère et qui rappelle que Hitler est arrivé au pouvoir démocratiquement montrent l'inefficacité de cette stratégie. S'appuyant de plus sur le Bulletin officiel de l'Éducation nationale à propos de l'enseignement de la "Shoah" à l'école élémentaire, Vincent Reynouard démontre qu'au contraire, l'"Holocauste" reste très présent, puisqu'il s'agit d'une arme de choix pour formater les jeunes générations. Puis il rappelle l'interrogatoire inquisitorial que la présidente du FN a subi le 9 décembre 2010 lors de l'émission d'Arlette Chabot "A vous de juger", afin de démontrer que dans nos sociétés relativistes, il existe encore une vérité immuable et incontestable : l'existence des "chambres à gaz homicides hitlériennes". Vincent Reynouard cite ensuite Maurice Bardèche pour souligner que, tant que l'ombre du jugement de Nuremberg planera au-dessus de nos têtes, aucune renaissance nationale et européenne ne sera possible. Enfin, Vincent Reynouard dénonce certains travers de la droite nationale qui reste résolument fermée à la modernité, aux cultures étrangères et au regard sur l'ailleurs. Il raconte ce qu'il a pu librement voir de l'Islam chiite en Iran.



mettent pas d'ignorer. La condamnation du parti national-socialiste va beaucoup plus loin qu'elle n'en a l'air. Elle atteint, en réalité, toutes les formes solides, toutes les formes géologiques de la vie politique. Toute nation, tout parti qui se souviennent du sol, de la tradition, du métier, de la race sont suspects. Quiconque se réclame du droit du premier occupant et atteste des choses aussi

Cette accusation de complot est une excellente invention. Le monde est désormais démocratique à perpétuité. Il est démocratique par décision de justice. Désormais un précédent judiciaire pèse sur toute espèce de renaissance nationale. Et ceci est infiniment grave, car, en réalité, tout parti est par définition un complot ou plan concerté, puisque

CHAPITRE X

Coup d'envoi du révisionnisme historique

Il y eut certainement pour moi d'autres raisons, conscientes ou non, qui aggravèrent ma surdité. D'abord ma torpeur de l'année 1945, puis dans les deux années qui suivirent la mobilisation de mon indignation dans une direction élective. J'appris, à cette occasion, qu'il n'est permis qu'aux sages ou aux sceptiques de nourrir en même temps deux indignations de sens contraire. Je n'étais ni un sage ni un sceptique. J'avais déjà tout un bruit en moi qui me bouchait les oreilles.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que je me sentais tout à fait étranger à ce qui se passait en France. Je vivais comme en un pays étranger. Et même pire comme en un pays occupé. Et, si j'en juge par les lettres nombreuses d'inconnus que je reçus à cette époque, je n'étais pas le seul à avoir ce sentiment. J'assistai dans ces dispositions au départ du général de Gaulle, à la constitution de la Quatrième République, au défilé des politiciens, Bidault, Gouin, Vincent Auriol, dont les noms ne subsistent que dans peu de mémoires, aux débuts de la guerre froide entre l'URSS et les États-Unis. Dans ce brouhaha la voix aigre de la France était à peu près inaudible.

Il est vrai que le reste de la planète ne valait pas mieux. La haine s'était emparée des balances de la justice. Elle était devenue la déesse des temps modernes. Les États-Unis, toujours à l'avant-garde du progrès, avaient découvert deux instruments également efficaces, la bombe atomique et le génocide. La bombe atomique permettait de tuer par masses : celui qui la détenait avait le pouvoir, comme un génie des Mille et Une Nuits, de mettre fin à toutes les guerres. Le génocide, plus précis, plus chirurgical, permettait de tuer par sélection en impliquant des individus dans le projet général de crime contre l'humanité. Le fonctionnement de ce prodigieux bulldozer me fascinait comme un enfant. J'avais eu horreur de l'Épuration parce que l'Épuration avait détruit ma vie : c'était une préoccupation égoïste. Le procès de Nuremberg fit de moi un modèle de désintéressement : j'étais indigné d'une autre manière, à cause de gens qui ne m'étaient rien — pour ainsi dire par esthétique. J'étais devenu ce qu'il y a de plus dangereux au monde, un idéaliste.

Je n'avais aucune sympathie élective pour l'Allemagne ou pour les Allemands. Ce n'est pas l'Allemagne que j'aimais, c'était le courage, la loyauté, la fraternité au combat. Ce n'était même pas le national-socialisme que j'aimais : ce n'était pas Horst Wessel, c'était Ernest Psichari, c'était Bournazel. Et ce n'était pas le Japon que j'aimais. Je reprochais, au contraire, aux Japonais d'avoir permis stupidement à Roosevelt de lancer son pays dans la guerre en essayant, sans y réussir,

La coupure ci-contre n'est pas extraite du livre de Maurice Bardèche *Nuremberg et la Terre promise*, mais du "Courrier" du journal *Le Monde* du 10 décembre 2011 (p.16) :

Chez *KontreKulture*, réédition sous le titre *Nuremberg* des deux essais de Maurice Bardèche, *Nuremberg ou la terre promise* (1948) et *Nuremberg II ou les faux monnayeurs* (1950) dans lesquels il décrit ce qui fonde l'acceptation de l'abandon de souveraineté des nations au profit d'instances internationales, l'acceptation de devenir citoyen du monde, à savoir qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il fallait en finir avec ce peuple qui menaçait les visées hégémoniques des uns et des autres sur l'Europe et l'avilir pour lui donner pour longtemps la haine et la honte d'être lui-même (436 pages, 26 euros port compris chez *Facta*, 4 rue de Clichy, 75009 Paris).
F&D 413, 1-15. IV. 2016, p.10

Faits & Documents, n°413, 1-15 avril 2016

Ci-dessous, une conférence où il fut question de Maurice Bardèche et de ses "Nuremberg" :

Accueil | COLLOQUES | L'antisémitisme en France XIXe-XXe siècle

L'antisémitisme en France XIXe-XXe siècle (4/5)
Les nouveaux terrains de l'antisémitisme (184 min)
F. Enceff - politologue - T. Grillot - journaliste - F. Haziza - journaliste - V. Igounet - historienne - G. Jikeli - chercheur - B. Racine - président de la BNF - P. Salmons - directeur du MAHJ - P. Zawadzki - politologue

ORGANISATEUR
mahJ
Musée d'art et d'histoire du Judaïsme
119, rue de la Harpe, 75004 Paris

BnF
Bibliothèque nationale de France
119, rue de la Harpe, 75004 Paris

Paris - mars 2016
Bibliothèque Nationale de France - Aline François Mérand
Télécharger le programme

PLAN DE LA CONFÉRENCE

- Synthèse des communications des journées du 10 et 11 mars par Bruno Racine et Paul Salmons (26 min)
- L'antisémitisme chez les jeunes musulmans par Gauthier Jéat (25 min)
- Conflit israélo-palestinien et nouvel antisémitisme en France par Frédéric Enceff (32 min)
- Questions du public (15 min)

© COMMENTAIRE

www.akadem.org/sommaire/colloques/l-antisemitisme-en-france-xixe-xxie-siecle/les-nouveaux-terrains-de-l-antisemitisme-16-03-2016-79094_4660.php

Justice
Dégâts collatéraux

Ah, qu'elle est commode, qu'elle est rassurante, pour le vainqueur, l'accusation de crime contre l'humanité ! Elle apparut pour la première fois dans la charte de Londres qui institua le tribunal de Nuremberg, charte qui fut signée le 8 août 1945, deux jours après la vitrification d'Hiroshima, quatre jours avant celle de Nagasaki. Si le sort des armes avait été différent, si les Alliés avaient été vaincus, qui en doute ? ce sont eux qui auraient été sous le coup d'une telle accusation. Accuser le vaincu de crime contre l'humanité jette un voile sur les exactions du vainqueur, les minimise, les justifie. Et ça ne rate jamais : Milosevic, Saddam Hussein, Gbagbo, Kadhafi... quelle meilleure façon de passer par profits et pertes nos propres crimes que d'accuser nos ennemis de crimes pires encore ? Nos victimes sont de fort malencontreux dégâts collatéraux, les leurs la manifestation du mal absolu. « La justice, cette fugitive du camp des vainqueurs » : la formule de Simone Weil est bien connue, nul ne conteste son exactitude, et pourtant il n'en est fait aucun cas, elle est comme lettre morte. Nous croyons rendre la justice, nous ne faisons que soulager notre conscience. Tuer un homme est un crime contre l'humanité. Le reste est aveuglement.

Denis Monod-Bevacqua, Paris

"Laurier"
du
"Noble"
10/12/11
p. 16

d'anéantir la flotte américaine à Pearl Harbor. Mais j'admirais, j'admèrerai toujours ceux qui partent à l'aube, après avoir salué leur empereur, pour sauver leurs camarades par leur propre sacrifice. Je n'y peux rien. On m'a trop fait lire le *De Viris illustribus Romae* quand j'avais douze ans. C'était toute mon éducation. Comme l'histoire des Grecques, des trois cent six Fabius ou des Scipion, Corneille, Tite-Live, Sénèque, sont de mauvaises lectures. Ils donnent trop d'exemples de héros.

Je ne savais rien de ces généraux et de ces hommes d'État allemands qu'on jugeait. Je ne savais qu'une chose, c'est qu'ils étaient des vaincus. Pas n'importe quels vaincus. L'armée allemande était l'armée d'un petit pays d'Europe qui s'était battue pendant quatre ans contre la coalition de toutes les armées du monde. Le courage du peuple allemand, ses souffrances méritaient le respect qu'un vainqueur généreux doit à celui qui a été son adversaire. Je ne pouvais m'empêcher de me souvenir, chaque fois que je pensais à ces hommes, de l'admirable tableau de la reddition de Breda dans lequel, devant toutes ses troupes, le duc d'Albe, au nom du roi d'Espagne, reçoit l'épée de celui qui a commandé contre lui : et lui ouvre les bras en signe de paix et d'égalité. Je n'aime pas la guerre. Mais il me semblait qu'il y a plusieurs noblesses dans la guerre et que l'une des plus émouvantes était le respect du soldat vaincu.

Ces généraux, ces hommes d'État, je connaissais seulement leurs noms : comme je connaissais les noms de ceux qui avaient commandé contre eux. Pourquoi n'avais-je pas de haine contre eux ? Pourtant celui en moi qui se sentait atteint par leur condamnation ce n'était pas leur contemporain, le spectateur de leur guerre, mais le petit garçon de douze ans que j'avais été : celui qui savait par cœur le nom des généraux dont le portrait ornait la première page du *Pays de France*, le général Foch, le général Gouraud qui n'avait qu'un bras, le général Pau qui avait combattu en 1870, le général Franchet d'Espèrey. Pourquoi ce jugement piétinait-il les noms sacrés qui étaient dans ma mémoire, la Marne, le Chemin des Dames, la côte 304, Saint-Mihiel, Verdun ? Ce n'était pas la Seconde Guerre mondiale qu'on condamnait, c'était l'Histoire elle-même qu'on fustigeait.

Ces sentiments sont-ils étranges ? Je serai peut-être mieux compris si je rappelle qu'au temps où ces pensées commandaient ma sensibilité, nous n'avions pas encore subi l'avalanche de la propagande qui déboula plus tard sur nos têtes à la suite, justement, du procès de Nuremberg. Je sais aussi que ce serait plus simple si je disais que j'étais bouleversé par les souffrances de ce peuple allemand, si écrasé, si déraciné, si misérable, par la détresse de ces familles allemandes qui avaient tout perdu, les maris, les fils, les pères, qui vivaient dans des caves, cherchaient leur nourriture dans les poubelles des vainqueurs, peuple mendiant que la charité seule soutenait. Je me souvenais, pour me consoler de la fureur des hommes, de ce vieux libraire juif, Victor Gollancz, que je connus plus tard, qui vint de Londres avec des wagons qu'il avait remplis de souliers pour que les enfants allemands ne fussent pas pieds nus, pendant l'hiver de la défaite, dans la triste neige de leur pays dévasté.

C'est pour cela, assurément, que je me sentis poussé impérieusement à parler au nom du peuple allemand comme j'avais parlé au nom du peuple français. Mais ce fut aussi, ce fut surtout, d'abord, parce que c'était la même chose. Ce que j'avais défendu dans la *Lettre à François Mauriac*, c'était la cause du loyalisme, du

civisme, de la nécessaire discipline dans le malheur. Mais est-ce que ce n'était pas le même problème qui s'était posé à tous les Allemands et que le procès de Nuremberg mettait en pleine lumière ? Que fallait-il faire quand on était un général allemand ? C'était le cas de conscience qu'on avait chassé d'un coup de pied comme une vieille casserole qu'on rencontre sur le chemin.

C'était tout cela qui me poussa à écrire : c'était tout cela, mais en même temps, c'était beaucoup plus que cela. Mais je ne m'en aperçus qu'en écrivant.

Au commencement, mon livre sur le procès de Nuremberg, que j'avais publié sous le titre *Nuremberg ou La Terre promise*, n'est pas autre chose que la suite de la *Lettre à François Mauriac*. Il en est la suite, d'abord parce qu'il procède du même principe, celui que je viens de rappeler, la priorité du loyalisme et du civisme. Mais il en est la suite aussi pour une autre raison : puisqu'on nous a menti sur l'histoire de l'Occupation, pourquoi ne nous aurait-on pas menti également sur tout le reste et notamment la conduite de la guerre ? Cette dernière préoccupation était devenue inévitable en 1947, parce que c'est seulement au cours de cette année que dans toute la presse, le thème des « atrocités allemandes », révélées par le procès de Nuremberg, avait supplanté la rubrique des révélations sur « la trahison des pétainistes » et « l'héroïsme des résistants », alimentée par les derniers procès de « l'Épuration ». Ces deux sources de réflexion donnèrent au nouveau livre que je commençai en 1947, immédiatement après la *Lettre à François Mauriac*, une double signification, qui était déjà celle de la *Lettre à François Mauriac*. Il était, d'une part, un essai politique doctrinal proposant une certaine perspective de la politique et, d'autre part, le premier pas d'un processus de révision de l'histoire : deux pensées interdites qui dormirent sous la cendre pendant quarante ans et qui se réveillèrent soudain, à la fin du XX^e siècle, pour jeter une lumière imprévue sur notre passé et sur notre avenir.

C'étaient deux pistes nouvelles sur lesquelles mon imagination s'élança. La première de ces révélations fut pour moi un événement intellectuel qui rendit plus pénétrante, ou, du moins, plus personnelle, différente des autres, ma lecture des événements. La seconde fut le début d'une série de péripéties qui ouvrirent une phase nouvelle de mon existence.

En lisant les quarante volumes de la sténographie du procès des « criminels de guerre » devant le tribunal international de Nuremberg et en essayant de comprendre la mentalité des juges qui composaient ce tribunal que je trouvais monstrueux, j'avais découvert qu'il ne s'agissait pas seulement d'un transfert de responsabilité que les vainqueurs rejetaient sur les vaincus, mais que l'essentiel était la proclamation d'un principe nouveau de la vie politique : la souveraineté nationale, désormais, n'existait plus, on n'avait plus le droit de s'en réclamer et de la revendiquer, la nation n'était plus qu'une parcelle géographique d'un tout appelé l'humanité, juge suprême de toutes les nations. Ce juge suprême indiquait ce qui était permis aux nations et ce qui leur était défendu, et il avait le droit et même le devoir de les punir si elles avaient dépassé ce qui était permis et perpétré ce qui était défendu, qui prenait, dès lors, le nom de crime. La nation devenait un individu et la nouvelle nation de tous les hommes était l'humanité qui avait pouvoir et permission sur toutes les nations.

Pour moi, cette perspective signifiait que la terre se dérobaît sous mes pieds. La garantie de mon existence, de mes droits, ma nation, cessait d'être ma propriété.

Ce socle de mon civisme, de mon dévouement, qui était aussi le socle de ma vie, n'existait plus : il n'était plus qu'un tas de sable. Des millions d'hommes, pas seulement les Allemands de la Wehrmacht, mais les fantassins de Verdun et des Épargés étaient morts pour ce tas de sable. Désormais nous n'aurions plus aucun droit d'être ce que nous sommes, de défendre ce qui nous appartient, d'être chez nous sur une certaine partie de la terre ; nous n'étions plus que des fourmis qui se trouvaient par hasard sur un certain tas de sable appartenant à tous les hommes et sur lequel tous les hommes pouvaient s'installer.

Alors, à partir de cette proclamation, nous entrions non pas dans un nouveau siècle, mais dans une nouvelle ère de l'humanité. Ce qui avait changé, ce qui annonçait un autre temps et un autre champ à la fois d'action et de pensée, c'était l'obligation d'avoir désormais présente à l'esprit une image totale du monde et non plus du petit coin du monde dans lequel nous habitions. Quatre-vingt mille Chinois engloutis sur les rives du Yang-Tsé c'était désormais quelque chose qui allait nous concerner, qui, par conséquent, nous deviendrait proche ; et aussi les famines en Afrique, la misère, mais qu'y pouvions-nous ? les crimes, mais est-ce que cela nous regardait ? Et pourtant, à cause de la radio, bientôt à cause de la télévision surtout, qui permettait de voir, ou d'avoir l'illusion de voir, nous serions proches de tout, présents à tout, témoins de tout. C'était cela, ce que signifiait l'apparition sur le champ de bataille mondial de cette Gorgone bien pire que Blücher à Waterloo, la métaphysique.

À cause des avions, à cause de la radio, à cause de la télévision, le monde se rapetissait. Nous devions nous habituer et surtout habituer nos esprits au raccourcissement des distances. La distance, qui était jadis notre protection, notre sécurité, devenait flexible, élastique, devenait une variante, à chaque décennie changeante, qui devait entrer dans tous nos calculs. Et, à cause de cela, les données de la politique seraient désormais continuellement remises en cause, car la géographie rapetissée, rétrécie, contractée, nous proposait de nouveaux voisins et de nouvelles frontières. Et ce raccourcissement des distances, en élargissant notre vision, donnait, en revanche, à nos pensées une envergure qu'elles n'avaient pas auparavant. Nous aurions à nous demander non plus seulement si ce que nous souhaitions ou décidions était bon, salutaire ou nuisible pour nous, pour notre pays, mais si ce que nous souhaitions ou décidions pour nous était aussi conforme à des règles que nous pouvions proposer aux autres hommes, aux autres pays. Alors ce qu'on m'avait appris à Louis-le-Grand, en khâgne, me revenait à l'esprit. J'entendais bourdonner en moi les vieilles litanies par lesquelles on avait gravé en moi les principes de la morale de Kant : que ton choix pour chaque action puisse être proposé comme loi de tous les hommes. Le kantisme, l'esprit de 1789, faisait une majestueuse entrée en scène, cinquante ans avant le bicentenaire. Et en même temps qu'il faisait son entrée, on voyait s'inscrire sur le fronton du temple, l'avertissement célèbre de Péguy : « le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains ».

Alors, comme nous étions toujours placés dans le petit coin de terre appelé notre patrie, dont la liberté, la sécurité, la prospérité étaient la garantie de notre liberté personnelle, de notre prospérité individuelle, les choix politiques allaient dépendre soit du réalisme qui nous invitait à protéger notre patrie et les intérêts de notre patrie qui étaient notre bien et en même temps la garantie de notre

liberté, soit de l'universalisme qui faisait de nous des citoyens du Monde, tributaires d'un ordre et d'une prospérité universels.

J'aurais donc désormais à dire, tout le long de ma vie, si j'acceptais cette loi universelle que des moralistes absolus sans pays et sans visage m'imposeraient et qui deviendrait désormais la règle suprême de ma conduite, ou si je continuerais, comme autrefois, à préférer ce qui me tient à cœur, ce qui me paraît juste et salutaire pour moi et pour les miens, ce qui me permettrait de rester moi-même, option qu'on flétrissait du nom désobligeant de réalisme. Et, en présence de cet entêtement, c'est moi qu'on appelait utopiste : à juste titre, car il est bien naturel, dans un monde où chacun marche sur les mains, qu'on nomme utopistes ceux qui s'obstinent à marcher sur leurs pieds.

Cette signification culturelle de mon livre qui opposait une optique de l'identité et de la propriété à une optique de moralisme et de dépossession était un sujet de discussion, ce n'était pas un sujet de scandale. La réprobation et la colère furent provoquées, en réalité, par le contenu « révisionniste » du livre : et, je dois le reconnaître, par le ton qui était celui de la polémique plutôt que de l'essai. On m'accusa d'agression. Cette agression était d'autant plus grave que j'étais un récidiviste. J'avais dans un premier livre outragé les meilleurs des Français, j'avais soutenu la thèse insupportable de la vanité de la Résistance et du mensonge de la victoire. Et maintenant, j'étais l'ennemi du genre humain, j'insultais par le doute, le sarcasme, je blasphémiais, je niais l'avenir, le bonheur, la paix éternelle, récompenses inestimables accrochées à vingt-quatre potences. Un hasard m'avait permis, la première fois, d'échapper au châtement. Cette impunité ne pouvait pas durer.

Mais il y avait malheureusement des difficultés. Le procureur général de la Seine était, à cette époque, un avocat catholique nommé André Boissarie qui avait été nommé en 1944. Cet épurateur éminent ne se consolait pas de n'avoir pu me poursuivre en raison des propos inconvenants de la *Lettre à François Mauriac*. Il était décidé à faire un exemple avec ma récidive. Seulement, l'article 75 ne s'appliquait pas à mon cas. Et le législateur, malgré sa sagesse et son ingéniosité, n'avait pas prévu que des misérables seraient assez audacieux pour ne pas applaudir à la victoire du droit. Rien ne limitait donc la liberté d'expression. Rien, sauf une des « lois scélérates » inventées en 1894 pour réprimer l'action syndicale et l'enthousiasme des amis de la liberté pour les jeunes anarchistes russes.

Cette loi punissait de prison « l'apologie du meurtre » : la première application en avait été faite à l'encontre du poète Laurent Tailhade qui avait salué avec impertinence la bombe lancée par Vaillant dans l'hémicycle des députés. Était-il présumable que le législateur avait voulu, à cette occasion, interdire la discussion du verdict de Nuremberg ? Pour le montrer, il suffisait de souligner que ce qu'on reprochait au peuple allemand, ce n'était pas seulement tel ou tel meurtre, mais une conduite de la guerre qui était un ensemble de meurtres, et que, par conséquent, discuter le verdict de Nuremberg consistait à prendre la défense des criminels qui avaient perpétré non pas un meurtre, mais une série ininterrompue de meurtres. En outre, en reprochant aux Alliés d'avoir fait, de leur côté, à Dresde, à Hambourg ou à Hiroshima autant de meurtres que tous ceux qu'on pouvait imputer aux Allemands, je faisais manifestement une apologie du meurtre qui m'exposait à une peine, amplement méritée, d'un an de prison.

Bien que je ne fusse pas un spectateur novice des acrobaties du Parquet, cet exercice de voltige me remplit d'admiration. Il faut ajouter qu'avec une vigilance toute chrétienne, le procureur Boissarie avait demandé en même temps la saisie de mon livre, ce qui lui fut accordé sans difficulté. Je dois signaler ici que les services de la Préfecture de Police montrèrent peu de zèle dans l'application de cette mesure. Deux inspecteurs de police vinrent saisir à mon humble domicile trois exemplaires destinés à quelques amis sans demander aucune autre explication. Cette légèreté permit à quelques jeunes gens actifs de se constituer, grâce à la vente clandestine de mon livre, un pécule bien utile pour débiter dans la vie. Je m'associai joyeusement à cette réussite de l'esprit d'entreprise. Mais je ne m'y associai pas longtemps.

La patience toute chrétienne du procureur Boissarie s'était irritée de l'impénitence du coupable qui recueillait paisiblement au pied de l'escalier du métro Lamark les bénéfices de son forfait. Il exigea d'un paisible juge d'instruction nommé Baurès une conduite courageuse. Ce magistrat me convoqua donc à son cabinet. Je m'y rendis sans défiance. Après m'avoir posé quelques questions, ce juge d'instruction m'expliqua d'un air contristé que l'une des servitudes de son métier était de ne pas pouvoir se dérober aux ordres écrits de la hiérarchie. Il était contraint, en la circonstance, de me faire accompagner par deux gendarmes à la prison de Fresnes où il recommanda qu'on me traitât avec bienveillance. C'était tout ce qu'il pouvait faire.

Cette bienveillance consista à me loger à l'infirmerie de la prison où je fus le protégé d'un jeune juif désinvolte qui avait eu l'inconscience d'échanger des endives contre des automobiles à une époque où ce genre de troc était réservé aux politiciens qui se consacraient à l'exportation du vin. Je fus l'objet de la part de ce jeune homme de l'accueil le plus poli. J'ai rendu hommage à sa bienveillance dans un petit livre intitulé *Suzanne et le taudis* que je recommande à ceux que la lecture de mes mémoires ennuerait. Ils y trouveront un récit plus agréable de mes tribulations.

Je fus consolé également dans cette épreuve par les visites de mon avocat Jacques Isorni, de sa collaboratrice Mireille Noël et d'un jeune avocat non dénué de talent qui appartenait alors à son équipe et qui la quitta peu de temps après. Il était froid, gris, parfaitement poli, insaisissable plutôt qu'onctueux, imperméable : un glissement insensible dans des eaux peu transparentes le fit passer du cabinet de Jacques Isorni à celui de Robert Badinter. Il a tout ce qu'il faut pour entrer un jour à l'Académie, y compris le don de savoir s'ennuyer. Il sera parfait dans cet aquarium.

J'avais été remis en liberté. Le départ d'André Boissarie, procureur général éphémère, invité à reprendre la gestion de son cabinet d'avocat, introduisit un intermède. Son successeur ne paraissait pas pressé de poursuivre le crime jusqu'à l'écrasement du coupable. Des chroniqueurs judiciaires suggéraient même perfidement que l'ancien procureur général avait fait de ces poursuites une affaire personnelle et que cette vendetta intéressait peu son successeur. Quelle que fût l'explication, les remises succédaient aux remises et le blasphémateur échappait au glaive de la justice.

Pendant qu'on me faisait mon procès, le malheur, insensible aux péripéties, continuait à tourner inlassablement sa roue pour moudre le grain dont il nourrit

les hommes. Mon frère Henri que j'aimais tant s'ennuyait à la Centrale de Poissy où il devait rester cinq ans. L'administration pénitentiaire lui avait proposé d'être volontaire pour accomplir des travaux d'utilité publique pendant le reste de sa peine. Il avait accepté. Il fut affecté à un chantier de l'Électricité de France dans les Pyrénées, au-dessus de Barèges. Au mois de février 1948 on lui accorda la remise du reste de sa peine. Il était libre. Son chantier était installé dans des baraquements à 2 000 mètres d'altitude. Une benne aérienne reliait le chantier à la plaine. On lui proposa de l'utiliser. Cette benne était vieille, peu rassurante. Il la refusa en riant « Je n'ai pas envie de mourir aujourd'hui », dit-il. Et il décida de descendre avec une équipe de travailleurs et de gardiens par le sentier qui longeait la montagne. Il était peu habitué au verglas qui rendait ce sentier difficile, il glissa. Il dévala une pente neigeuse assez raide. Au bas de la pente était un rocher qui arrêta sa chute. Quand on vint le relever, il avait la colonne vertébrale brisée. Il mourut quelques heures plus tard.

On m'apprit cet événement brutalement vers midi, pendant que je descendais l'escalier du « taudis ». Depuis ce jour, j'ai peur des escaliers. C'est par ce chemin que montent vers nous les messagers du malheur.

Je fus assommé par cette nouvelle. C'était une autre partie de moi-même que je perdais. Robert était la partie ensoleillée de moi-même, grande ouverte grâce à lui sur le bonheur et la joie de la vie, mon frère était une autre partie de moi-même qui m'alimentait en énergie, me fournissait le désir de l'action, c'était une force de propulsion. Je savais que je pouvais, avec lui, grâce à lui, entreprendre et soutenir beaucoup de tâches dans lesquelles je ne pouvais pas m'engager seul. C'était toute une partie de mon avenir qui disparaissait avec lui. Sa mort imprimait sur mon épaule le sceau de la solitude. Je savais maintenant que je ne sortirais plus de la caverne dans laquelle le destin m'avait enfermé.

Nous quittâmes peu après notre perchoir montmartrois. Parmi nos nouveaux amis du « taudis », nous en avons un qui était particulièrement efficace. C'était un industriel breton qui portait, comme beaucoup de Bretons, un nom patronymique tiré des Saintes Écritures, il s'appelait Gaston Moysé. Il était le fabricant de ces draines que la SNCF utilisait pour les transports de bagages et de matériel et que de nombreux industriels s'étaient mis à utiliser également dans leurs usines. Il était devenu la providence des prisonniers politiques qui sortaient de prison sans travail et qui trouvaient aussitôt un emploi chez lui. Notre domicile rue de la Fontaine-du-But lui faisait de la peine, bien que nous l'eussions beaucoup amélioré en annexant deux pièces supplémentaires à notre installation. Touché par ce spectacle qui lui paraissait présenter toutes les marques de la détresse, il décida de nous procurer un logement plus décent. Il avait acheté un appartement de quatre pièces dans le quartier des Halles, rue du Bouloir, qu'il destinait à l'un de ses jeunes collaborateurs. C'est là qu'il fit transporter nos meubles à la fin du mois de septembre 1949 au moyen d'un déménagement effectué par les ouvriers de son usine qui édifièrent tout le quartier en faisant leur besogne avec accompagnement des chants de marche de la Waffen SS.

C'est là que fut installé désormais mon quartier général. L'une de mes activités nouvelles fut une conséquence de mon livre sur le procès de Nuremberg. J'avais fondé pour publier mon livre une maison d'édition, *Les Sept Couleurs*, régulièrement inscrite au registre du Commerce. Je décidai de l'utiliser pour faire

paraître les écrits rédigés en prison par Robert Brasillach, dont quelques-uns commençaient à circuler dans le public. Je commençai par les *Poèmes de Fresnes* écrits par Robert dans sa prison avant et après son procès. Il y en avait eu entre 1945 et 1948 sept éditions publiées bien entendu, sans notre autorisation, et dont la première, incomplète, avait été imprimée le 15 septembre 1945 aux Éditions de Minuit et demi, sous la signature de Robert Chénier et sous le titre de *Barreaux*. La première édition sous la marque des Sept Couleurs porte un achevé d'imprimer du 24 novembre 1949 et il en a été fait 12 tirages de 1 500 ou 2 000 exemplaires entre 1949 et 1979. D'autres inédits de la même époque, l'étude sur André Chénier, la *Lettre à un soldat de la Classe 60* furent également publiés par mes soins.

Mon procès, pendant tout ce temps-là, mijotait à petit feu. Cette cuisson laborieuse dura deux ans et demi. Mon livre avait été publié au mois d'octobre 1948.

À la fin de l'année 1950, on en était encore aux tergiversations. Je ne sus pas mettre à profit ce temps de répit pour me faire oublier. Non seulement je ne m'opposai pas à de multiples traductions de mon livre qui, en fait, avaient lieu sans mon autorisation, mais qui me donnaient une sorte de notoriété internationale peu propice à l'oubli, mais je fis pire encore. Stupidement, au lieu de me tenir coi au pied de mon escalier montmartrois, je rassemblai les documents et les témoignages qui me parvenaient de tous les pays d'Europe et j'en fis un second volume que, dans un détestable esprit de provocation, j'intitulai *Nuremberg II ou les Faux-Monnayeurs*. Ce supplément à mon ignominie fut publié dans les premiers jours de décembre 1950.

Cette imprudence causa ma perte. Le Comité d'action de la Résistance qui s'était constitué partie civile avec je ne sais plus quelle autre association représenta qu'une telle obstination dans le crime méritait un châtement exemplaire. Ces plaintes ne restèrent pas vaines. L'action judiciaire qui se mourait par faute d'aliment fut soudain réanimée. Il y avait bien longtemps qu'on ne trouvait plus, à n'importe quel prix, un seul exemplaire de *Nuremberg ou La Terre promise*. Le volume n'avait été tiré qu'à 25 000 exemplaires. On n'avait même pas eu le temps de le mettre en vente en librairie. Depuis mon incarcération, il ne restait plus personne pour s'occuper de la diffusion et de la réimpression du livre, sauf un associé fort actif et adroit que j'avais, mais qui ne pouvait assurer à lui seul tous les services d'une maison d'édition. Je ne pus donc profiter du regain d'intérêt qui se produisit à l'occasion de ce procès.

« Les affaires simples ne se font jamais », dit un jour Bonaparte, désabusé. Cette fatalité s'appliqua à la combinaison si bien conçue de l'éphémère procureur Boissarie. L'instrument de cette déconvenue fut un magistrat de peu d'apparences, la trentaine, une petite moustache, fluët, la voix tempérée, l'air d'un greffier triste. Cet intervenant était l'image même de la soumission, on sentait qu'il avait été un bon élève et un bon enfant de cœur et que c'était à cause de cela qu'on l'avait choisi. Il avait rang de substitut et il s'appelait Gonnet. C'est ce représentant paisible de la vindicte publique qui eut l'honneur d'illustrer l'adage fameux et que je croyais inapplicable que si la plume est servie, la parole est toujours libre. Cet accusateur comprit que je n'étais pas un poseur de bombes, mais un petit paysan têtue qui ne voulait pas qu'on piétine son champ au nom de la métaphysique. Il n'accepta pas de voir dans mes affirmations intempérantes autre chose qu'un délit

d'opinion, et refusa de demander une condamnation. Je n'ai jamais revu ce juge de bonne jugeote et de grand caractère, je ne sais pas ce qu'il est devenu. Mais je suis heureux de pouvoir épingle sur sa toge la seule décoration que je puisse y placer, mon témoignage. Une éloquente plaidoirie de Jacques Isorni aida à emporter la conviction des juges. Je fus acquitté.

Les défenseurs professionnels des orphelins et des défavorisés menèrent grand tapage sur cette décision. Le bruissement de l'indignation fut si assourdissant qu'il réveilla le bon procureur général André Boissarie au fond de son confessionnal. Il obtint de son successeur que le Parquet fit appel *a minima*.

J'appris, à cette occasion, qu'il ne faut jamais se réjouir d'une décision de première instance. Dans une justice politique, accessible à tous les vents coulis, mais prudente et soucieuse des apparences, une décision de première instance n'est souvent qu'un hommage passager du vice à la vertu. Elle prouve qu'on a été juste, incorruptible. Mais ensuite, on fait appel : et c'est là qu'on est efficace.

Une circonstance aggrava mon cas. Il y a quelquefois de bons juges : ce sont ceux qui sont à six mois de leur retraite et qui n'espèrent plus rien de la place Vendôme. Par chance, les miens étaient dans ce cas.

Le jugement de relaxe de la 7^e chambre du tribunal correctionnel avait été prononcé le 6 février 1951. L'appel pouvait intervenir rapidement. Mais ma relaxe avait provoqué une vive indignation de la presse juive. L'audience d'appel offrait l'occasion d'une offensive vigoureuse. Or, à la même époque, avaient lieu les élections législatives et, pour ces élections, Jacques Isorni figurait en tête de la liste parisienne UNIR, présentée par les partisans de la réconciliation des Français. L'avocate de Gabriel Péri, Odette Moreau, déportée à Ravensbrück, André Moulinier, Compagnon de la Libération, Roger de Sèvres, chef de Cabinet du maréchal Pétain étaient candidats sur cette liste symbolique. La date des élections était fixée au mois de juin. Il était malheureux qu'une coïncidence habilement machinée fit apparaître Jacques Isorni comme le défenseur des thèses les plus radicales de l'Opposition au moment même où il se présentait comme le porte-parole des partisans de la réconciliation. Jacques Isorni m'exposa son embarras, me fit part de son intention de demander une remise du procès d'appel. Il était plus que mon avocat, il était notre ami. Je ne crois pas aux juges, je ne crois pas aux dates, j'acceptai.

Le Garde des Sceaux était inquiet du redressement de l'opinion. Après *Paroles Françaises et Écrits de Paris*, avait eu lieu, au début de 1951, la publication de l'hebdomadaire *Rivarol* sous la direction de René Malliavin bientôt rejoint et remplacé par mon camarade de l'École normale, Maurice Gaît qui avait été secrétaire d'État à la Jeunesse dans un des gouvernements du Maréchal. Le Parti républicain de la liberté fondé par André Mutter avait disparu, mais la plupart de ses dirigeants avaient rejoint le puissant Centre national des indépendants et paysans fondé par Antoine Pinay et René Coty. L'apparition de la liste UNIR était un des symptômes les plus visibles de ce redressement. Aux élections de juin 1951, Jacques Isorni fut élu député de Paris et le Centre des Indépendants et Paysans fit entrer à la Chambre une centaine de députés. Personne ne prit ces résultats pour une résurrection du fascisme : mais de « mauvais Français » redressaient la tête et même avaient l'audace de chercher à se justifier. Les noms d'Antoine Pinay et de René Coty ne répandaient pas la terreur, mais on craignait que des figurants

indésirables ne se glissent dans le cortège. La République n'était pas encore en danger, mais la vigilance était nécessaire. On avait besoin de juges « courageux ».

Comme dans la chanson, le sort tomba sur le plus jeune : c'est-à-dire sur un juge suffisamment éloigné de l'âge de la retraite pour qu'il n'ait pas perdu tout espoir d'avancement. Un juge « courageux », au sens du ministre, est un juge subtil. Un juge « courageux », au sens du public, est un juge qui n'est pas subtil du tout et même qui s'écarte du devoir de subtilité en proférant des évidences. En même temps que Jacques Isorni devenait député de Paris, le conseiller Monguilhan devint président de la 11^e chambre de la cour d'appel chargée des délits de presse. Pour qu'il ne fût pas gêné dans ses mouvements, on lui adjoignit comme assesseurs un vieux juge vénérable et congestionné, qui, le jour de mon procès, fit un bon somme réparateur pendant toute la durée de l'audience, et un respectable magistrat, superbe représentant de la race antillaise ou camerounaise, c'était difficile à savoir, mais en tout cas entouré de la considération générale en raison du nombre de décorations militaires dont sa robe était ornée.

Je dois dire ici pour être complet que la maladresse de ma conduite facilita la tâche des représentants les plus intransigeants de la défense républicaine. *La Terre retrouvée* et *Le Droit de Vivre* publiaient contre moi des articles copieux dont les plus indulgents demandaient qu'on me donnât dans un asile d'aliénés les soins qu'exigeait mon état tandis que les plus violents proposaient qu'on me stérilisât pour éviter la propagation du mal. Ces représentations vigoureuses, mais peu informées, avaient probablement moins d'effet auprès du Parquet que les renseignements confidentiels que le ministère de l'Intérieur communiquait à la place Vendôme sur mes passe-temps habituels. Car, au moment même où toutes les consciences françaises étaient révoltées par les opinions que j'exprimais, j'avais l'inconscience de me rendre aux Congrès de Rome et de Malmoë dans lesquels les survivants du naufrage des régimes fascistes dénombrèrent les épaves qu'on pouvait encore retrouver et fomentaient l'espoir d'un renouveau. Ce sont là des éléments qui n'apparaissent pas dans les dossiers dont on peut demander communication au greffe.

Quoi qu'il en soit, un avocat général du nom de Bouchardon qui avait l'âme moins sensible que mon courageux substitut Gonet établit avec fermeté que la loi par laquelle il était interdit de féliciter les poseurs de bombes était bien celle par laquelle le législateur m'interdisait de rétablir, même dans une faible mesure, ce que je regardais, à tort ou à raison, comme la vérité historique. Je contemplais, navré, pendant qu'on m'accablait, la figure sévère de l'excellent conseiller décoré auquel on s'adressait tout particulièrement pour lui lire avec courroux les phrases sévères qui concernaient les nègres américains qui lançaient des bombes au phosphore sur les femmes et les enfants de Dresde et de Hambourg. J'étais triste qu'on lui fit de la peine. Il avait l'air convaincu que je détestais les noirs. Ce n'était pas vrai : je détestais seulement les bombardiers.

Les rédacteurs du *Droit de Vivre* et de *La Terre retrouvée* furent déçus que je ne fusse condamné qu'au minimum de la peine : un an de prison ferme et cinquante mille francs d'amende. Ils trouvèrent que les juges mettaient peu de zèle à défendre la République. Je n'étais pas de cet avis. Le ministre de la Justice non plus, sans doute, puisque, peu de temps après, le subtil président Monguilhan devint conseiller à la Cour de Cassation.

La signification de mon livre contre le procès de Nuremberg était beaucoup plus grave que celle de la *Lettre à François Mauriac*. Dans ce dernier cas, ma voix n'avait été qu'une voix parmi d'autres : elle était seulement la plus catégorique, la plus agressive et celle qui avait fait le plus de bruit. Mais elle ne traitait que d'un cas de conscience particulier aux Français et elle ne soutenait que des principes que tout le monde pouvait approuver : et même, tout le monde savait ou, du moins, sentait qu'on ne pouvait les transgresser qu'en imposant silence aux vaincus. En récusant les juges de Nuremberg, au contraire, je jetais un défi qui intéressait le monde entier. Pouvait-on imposer aux nations une loi contraignante comme celle qu'on impose aux particuliers ? En affirmant la sujétion des nations à des juges et à une gendarmerie, est-ce qu'on ne faisait pas disparaître ce qui est le propre de la nation, la souveraineté ? En inventant une *pax romana* et en l'imposant par la force, est-ce qu'on n'établissait pas un *statu quo* définitif qui faisait des privilégiés et des défavorisés ? À qui profitait cette *pax romana* ?

Ces questions interpellaient beaucoup de gens et gênaient beaucoup de calculs. La prétention d'ériger en juge des nations un tribunal international sous prétexte d'agression et de crimes de guerre impliquait un « gel » de la carte du Monde établie par les vainqueurs. Ce « gel » de la carte du Monde aboutissait à consacrer une répartition de la puissance et cette répartition de la puissance devenait aussi une répartition de la richesse. Un telle répartition qu'il était interdit de corriger par la force consacrait un conservatisme de la possession du territoire. Quels que soient les amendements qu'une politique de décolonisation ou de secours « humanitaires » puisse apporter à cette attribution définitive, il resterait toujours des pays riches qui demeureraient des pays riches et des pays pauvres qui seraient condamnés éternellement à la pauvreté. Qu'arriverait-il si les pays riches étaient incapables de gérer équitablement leur richesse et si les pays pauvres sous la pression de leur démographie étouffaient dans les limites qui leur étaient imposées ? Les pays pauvres auraient-ils d'autre destin que d'être des réservoirs d'esclaves ou des poudrières incontrôlables ? Quelle gendarmerie pourrait leur imposer la soumission ? Et la puissance qui se constituerait le gendarme du Monde par délégation des juges de paix de la planète n'aurait-elle pas, même sans intention d'impérialisme et en agissant ou en croyant agir au nom de la paix et de la justice, la tentation de confondre l'intérêt de la paix avec la défense de ses propres intérêts ?

Je voyais une écume pestilentielle sortir de ce chaudron. C'est trop souvent le résultat de l'idéalisme. On part de chez soi plein d'un courroux généreux pour affranchir des esclaves et délivrer des princesses enchantées : et le résultat ce sont des villes enflammées, le règne des Carpetbaggers qui rançonnent les survivants et l'installation dans les pays qu'on voulait libérer de tyrannies bien plus durables et bien plus inhumaines que les injustices qu'on avait voulu détruire. L'idéaliste arrache les arbres et détourne les eaux : on s'étonne ensuite qu'il crée des déserts. On en accuse la méchanceté des hommes. On ferait mieux de dénombrer les ruines que causent leur optimisme et leurs illusions.

En somme, j'avais pataugé dans un guépier. Je n'ai pas eu le loisir d'en faire l'inventaire et d'en dénombrer les galeries. Je n'en avais ni le temps ni le désir. Ce fut une chance pour moi. En d'autres temps, on m'aurait brûlé en grande cérémonie avec accompagnement de faux-bourdon et procession de pénitents. Je

m'en tirais à bon compte. Je n'eus que des accrocs bénins et des aventures inoffensives dans des régions peu explorées.

Les accrocs bénins furent immédiats. Robert Calmann, directeur des éditions Calmann-Lévy, qui avait repris le traité si intéressant des *Œuvres Complètes de Balzac*, avait été parfait au moment où je publiai la *Lettre à François Mauriac*. Il n'avait pas bougé, n'avait rien dit : il avait continué à composer avec allégresse les épreuves destinées à l'impression des premiers tomes. Nous étions très satisfaits, lui d'avoir un impeccable fournisseur de copie, moi d'avoir un éditeur irréprochable. La publication de *Nuremberg ou La Terre promise* troubla cette harmonie. Je n'ai jamais su quelle aurait été la décision de Robert Calmann si on l'avait laissé décider lui-même de sa conduite. C'était un éditeur réaliste et sérieux. Mais il avait près de lui un professionnel de la bonne conscience, mon camarade de l'École normale Raymond Aron. Il était un peu plus âgé que moi, ayant fait partie de la célèbre triade Sartre-Aron-Nizan, brillante constellation de la promotion 1924 qui consolait l'École normale supérieure d'avoir vu paraître dans un ciel orageux la triste conjonction Brasillach-Thierry Maulnier-Bardèche de la promotion 1928. Raymond Aron n'était pas encore le sublime penseur qui féconda l'intelligence française grâce aux éditoriaux du *Figaro* de Pierre Brisson. Mais la bonne conscience, répandue en ce temps-là en ondes également nourrissantes par Jean-Paul Sartre et Merleau-Ponty, réchauffait de ses rayons bienfaisants sa ferveur démocratique. Je ne sais pas exactement quel était son rôle aux éditions Calmann-Lévy. Mais il rua. Il décida même plusieurs arrières-trains à ruer à l'unisson. Et Robert Calmann, très ennuyé, dut me convoquer pour m'expliquer que « les auteurs » de sa maison d'édition s'indignaient de ma présence parmi eux. Il ne pouvait ignorer cette révolte. Il le pouvait d'autant moins qu'il retrouva, à cette occasion, le souvenir d'un oncle qui avait été déporté. C'était un souvenir qu'on ne pouvait abolir : incontournable, comme on disait en ce temps-là.

Je reçus avec fermeté cette notification. Je comprenais, je m'associais, c'était incontournable en effet. Mais alors nous apparut l'étendue des ruines. Il y avait 600 pages d'épreuves : composées, corrigées, payées. Ces épreuves pesaient sur ma conscience aussi embarrassée que celle de Raymond Aron. Elles étaient tout aussi encombrantes pour Robert Calmann qui me reprochait avec tristesse, non pas mes opinions sur lesquelles il ne se prononçait pas, mais mon imprudence : j'avais fait, en somme, une faute professionnelle.

Dans ces circonstances difficiles, Robert Calmann eut une idée ingénieuse. Il me suggéra que, sans rien changer à des dispositions qui nous convenaient à tous les deux, je fasse signer par un de mes collègues balzaciens l'édition que j'étais chargé de réaliser. Je détruisis ce dernier espoir en lui déclarant que je n'obtiendrais d'aucun de mes collègues qu'il se prêtât à ce tour de prestidigitation. Cette réponse le déçut. Mais son idée me fit rêver. J'étais attristé de répondre si mal à l'attente de cet homme obligeant à l'égard duquel je m'étais engagé. Il me vint à l'esprit que, si, en effet, j'appelais au secours les balzaciens que je connaissais, si je leur proposais de transformer en une édition collective l'édition dont on m'avait chargé, rien ne serait changé à nos conventions initiales et que l'édition entreprise n'en aurait que plus d'autorité auprès du public. Robert Calmann revint à la vie en apercevant ces larges perspectives. C'est ainsi que fut créée la *Société des Études balzaciennes* qui, finalement, signa cette édition des *Œuvres Complètes de Balzac*. J'associâi à

cette édition les spécialistes de Balzac qui avaient travaillé sur les mêmes dossiers que moi pendant les années précédentes. Tous me connaissaient, tous étaient mes amis. Aucun ne fit d'objection. La *Société des Études balzaciennes* réunit donc dès sa fondation Marcel Bouteron, qu'on appelait alors le pape des balzaciens et qui fut élu bientôt après membre de l'Institut, Jean Pommier qui fit une si belle carrière dans l'université que le ministre lui décerna l'unique grand-croix de la Légion d'honneur dont il avait le droit de disposer, Bernard Guyon, trop tôt disparu, et mon vieil ami l'abbé Philippe Bertault qui s'efforçait de faire de Balzac un chrétien de cœur sinon de pratique. Bernard de Fallois fit, à cette occasion, ses débuts dans l'édition en acceptant le secrétariat de la personne morale à laquelle nous avons donné naissance. Et plusieurs membres de la *Société des Études balzaciennes* écrivirent, en effet, des notices et publièrent des documents sur un certain nombre des nouvelles ou des romans qui faisaient partie de ces *Œuvres Complètes*.

« Maurice Bardèche, écrivain et théoricien fasciste ? », par Ghislaine Desbuissons
Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 37, n°1, janvier-mars 1990

« Je suis un écrivain fasciste... » C'est par cette tranquille provocation que commence un petit livre qui est considéré comme une des bases du corpus idéologique de l'extrême-droite d'après-guerre. Publié en 1961, *Qu'est-ce que le fascisme ?*¹ place son auteur, Maurice Bardèche, parmi les idéologues du néo-fascisme et marque toute une génération d'extrémistes, qui saluent en lui un grand écrivain politique, digne successeur de Maurras, Drieu La Rochelle, ou Brasillach. Il est vrai que le style emporté, les images à la fois fortes et naïves que Bardèche emploie, la simplicité et l'apparent « bon sens » de ses arguments vont rapidement conquérir une large frange de l'extrême-droite qui cherche, dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, à sortir de la marginalité dans laquelle elle est enfermée. Maurice Bardèche, qui invoque souvent le souvenir de son beau-frère, Robert Brasillach, le « poète assassiné », refuse de se taire et publie quelques petits livres, pleins de hargne, de colère et de ressentiment contre ceux qui ont fait son malheur et celui de sa famille, contre ceux qui « mentent » et qui « falsifient l'histoire », contre ceux qui ont fait croire à de « bons Français » qu'ils avaient été traîtres à leur patrie. Après sa *Lettre à François Mauriac* (2), publiée en 1947, où il attaque avec violence la législation de l'épuration et soutient que le gouvernement de Vichy incarnait le sens de la discipline et le maintien de l'unité nationale indispensables en temps de guerre, Maurice Bardèche applique, l'année suivante, la même analyse à la juridiction de Nuremberg dans laquelle il voit une législation de circonstance, improvisée par des vainqueurs qui ont aussi des crimes de guerre à se reprocher, et reposant sur des principes qui ruinent l'autorité de l'État. Pour ce second livre, *Nuremberg ou la terre promise* (3), Bardèche fut arrêté, jugé, condamné à la prison puis gracié. Comme il le dit lui-même, Maurice Bardèche, ivre de colère et de tristesse, se transformait, de paisible observateur qu'il était

avant-guerre, en un « mouton enragé », qui proclame sa vérité et crée, pour la diffuser, une maison d'éditions, « Les Sept Couleurs », en 1948, et une revue « politique et littéraire », au titre déjà révélateur de *Défense de l'Occident*, dont le premier numéro paraît en décembre 1952. Il participe également à la fondation du Mouvement Social Européen (mai 1951) qui regroupa de manière éphémère un certain nombre de mouvements néo-fascistes européens. Parallèlement à une activité politique qui va aller en déclinant, Maurice Bardèche a poursuivi sa carrière de critique littéraire en publiant divers essais sur Proust, Flaubert, Stendhal, Céline, et surtout Balzac...

Il est difficile de cerner la place qu'occupe ou qu'a occupée Maurice Bardèche dans le panorama des idées politiques contemporaines ; il est évident que son rôle n'a pas été négligeable puisqu'il a publié de nombreux ouvrages et qu'il a animé pendant trente ans une revue politique dans laquelle ont écrit la plupart des animateurs de l'extrême-droite d'après-guerre. Pourtant, son action politique n'a débouché sur aucun projet précis et, peu à peu, ses collaborateurs l'ont quitté pour créer leurs propres mouvements ; c'est le cas, par exemple, de Pascal Gauchon, qui a fondé avec d'autres jeunes intellectuels, le Parti des Forces Nouvelles, ou d'Alain de Benoist qui a préféré s'orienter vers une réflexion métapolitique avec le G.R.E.C.E. (Groupement de Recherche et d'Étude pour la Civilisation Européenne) et la « Nouvelle Droite ». Ces abandons ne témoignent-ils pas d'une certaine impuissance de Maurice Bardèche à susciter une doctrine suffisamment solide pour rassembler les énergies d'extrême-droite de manière durable ? Sa culture étendue d'universitaire, son style agréable et une certaine originalité dans la formulation de ses idées ont fait de Bardèche un des principaux idéologues du néo-fascisme français et européen (puisque ses ouvrages ont été traduits en italien, en allemand, etc.),

mais il semble exagéré d'en faire un des grands théoriciens de la pratique politique car nous allons voir que, s'il a élaboré un type idéal du fascisme, il n'a pas cherché à en fixer les modalités d'application.

Même si ses opinions politiques forment la trame de presque tous ses livres, c'est surtout dans son ouvrage *Qu'est-ce que le fascisme ?* que Maurice Bardèche essaie de définir son fascisme; il le fait de manière parfois confuse, et certaines de ses prises de position peuvent apparaître cohérentes dans leur généralité mais contradictoires dans le détail.

Dans un premier temps de sa réflexion, qui correspond à sa *Lettre à François Mauriac* où il laisse éclater toute sa révolte devant l'épuration qui a suivi la libération du territoire, Bardèche ne construit pas de véritable définition du fascisme, mais il tente de réduire la charge négative du mot « fascisme » et de rendre son contenu politique anodin (4). Pour cela, il revient à plusieurs reprises sur l'idée selon laquelle les reproches faits au fascisme ne sont pas fondés. D'abord, il minimise la responsabilité de Hitler dans la marche à la guerre car, pour lui, et il reprend là les thèses des milieux d'extrême-droite d'avant-guerre, les vrais responsables de la Deuxième Guerre mondiale, ce sont les Juifs, qui ont tout fait pour qu'elle éclate : « Si Hitler a bien attaqué la Pologne, d'autres hommes, avec angoisse, attendaient cette attaque, souhaitaient cette attaque, priaient pour qu'elle eût lieu. Ces hommes s'appelaient Mandel, Churchill, Hare Balisha, Paul Reynaud. L'alliance judéo réactionnaire voulait "sa guerre", qui était pour elle une guerre sainte, elle savait que seule une agression caractérisée lui permettrait d'entraîner l'opinion » (5). Maurice Bardèche adresse le même reproche à l'Angleterre, coupable de ne pas avoir pratiqué de politique d'apaisement face aux exigences hitlériennes (!) Mais il met plus spécialement l'accent sur la question des crimes commis par les Allemands et, dès son premier livre, en 1946, il émet des réserves quant à leur réalité; plus tard, il niera ouvertement l'existence des chambres à gaz et sera l'éditeur de deux ouvrages de Paul Rassinier, le premier auteur « révisionniste » (6) :

« On eut la bonne fortune de découvrir en janvier 1945 ces camps de concentration dont personne n'avait entendu parler jusqu'alors et qui devinrent la preuve dont on avait précisément besoin [...] On les photographia, on les filma, on les publia, on les fit connaître par une publicité gigantesque, comme une marque de stylo. [...] le rideau fut si habilement, si brusquement dévoilé, que personne n'osa dire que tout cela était trop beau pour être parfaitement vrai » (7).

Parallèlement à la remise en cause des crimes nazis, Maurice Bardèche dresse un véritable réquisitoire contre les Alliés, coupables d'atrocités telles que les bombardements de Dresde, d'Hiroshima et de Nagasaki ou les exécutions de l'épuration. « Les bombes au phosphore valent bien les camps de concentration » (8).

Ce jugement le conduit donc naturellement à nier la légitimité du tribunal de Nuremberg, tout d'abord parce que « si les Allemands ont commis des crimes, les hommes qui ont couvert et provoqué les atrocités de la Libération ne sont pas qualifiés pour s'ériger en juges » (9), mais aussi, et peut-être surtout, parce que le procès de Nuremberg lui paraît grave de par la signification politique qu'il revêt. Pour Bardèche, en effet, c'est en définitive sur le programme du parti nazi qu'est portée la condamnation bien plus que sur les crimes commis, et cela lui semble être un insupportable danger pour les souverainetés nationales :

« Le monde est désormais démocratique à perpétuité. Il est démocratique par décision de justice. Désormais, un précédent judiciaire pèse sur toute espèce de renaissance nationale [...] La décision de Nuremberg consiste à faire une sélection préalable entre les partis. Les uns sont légitimes et les autres suspects » (10).

Dans sa méthode de réflexion, Bardèche procède presque uniquement par retournement des concepts qui semblent évidents à tous : le juge devient l'accusé, le vrai devient le faux, etc... Comme il le dit alors, notre auteur est une « mouche au plafond », qui voit les choses à l'envers.

C'est surtout dans ses premiers livres qu'il procède de la sorte et qu'il oppose systématiquement les termes deux à deux : mensonge / vérité, justice / injustice, réalité / fiction, etc., et cela donne un côté très manichéen à son discours.

Après avoir demandé que le fascisme soit considéré non plus comme une ignominie mais comme une option politique possible parmi d'autres, Maurice Bardèche va tenter de donner une définition du fascisme tel qu'il le souhaite. Il ne construit pas son corpus doctrinal en ajoutant l'un après l'autre tous les éléments constitutifs de sa « vue du monde », mais procède de manière rigoureusement inverse, en rejetant ce dont il ne veut pas, en ne gardant que certaines pièces du puzzle d'origine; pièces qui ne forment ensuite aucun dessin précis lorsqu'on les rassemble de nouveau.

Tout d'abord, il s'efforce de dresser un bilan critique des expériences fascistes d'avant-guerre, en examinant ce qu'il convient de retenir pour l'avenir, ou ce qui doit être rejeté :

« Je ne vois pas pourquoi la définition du fascisme devrait seule être enfermée dans les moules que lui ont imposés les circonstances [...] Nous avons le droit [...] de nous réclamer des corrections de l'expérience et de signaler les déviations ou les interprétations erronées du fascisme comme d'autres condamnent et dépassent les conceptions périmées de la démocratie, de la monarchie ou du communisme » (11).

Cela signifie qu'il ne considère pas les fascismes d'avant-guerre comme de « vrais fascismes », des modèles à suivre, mais comme des essais, bien imparfaits, qu'il convient de ne pas juger puisqu'ils ont été dévoyés par les circonstances de leur application.

Ainsi, le national-socialisme n'eut pas le temps d'être réalisé. Hitler arrive au pouvoir en 1934 et dès 1938 il

abandonne à ses collaborateurs la réalisation des réformes et se consacre entièrement à la préparation d'une guerre qu'il juge inévitable.

« A partir de la guerre, les nécessités implacables de la lutte contre une coalition mondiale [...] changent entièrement le caractère du régime [...] Dès lors, le procès qu'on fait habituellement au national-socialisme risque d'être complètement faussé. On met en accusation une doctrine et on la juge sur les résultats qu'elle a produits dans une période de fonctionnement anormal » (12).

De la même façon, Maurice Bardèche regrette la « jeunesse » du fascisme italien — « Mussolini devenu Duce, proclamé infaillible [...] perd à mes yeux tout le charme du petit instituteur socialiste devenu conducteur de son peuple » (13) — et il ne retrouve le « vrai visage du fascisme », ou plutôt du fascisme *selon son cœur*, que dans le programme de la fantomatique République de Salò, en 1944, lorsque Mussolini opéra un retour à ses sources doctrinales : confiscation des grandes fortunes, partage des terres, association en faisceau du capital et du travail, etc...

Par une habile et très artificielle opération de « chimie », Bardèche va donc épurer les fascismes de toutes les déviations subies du fait de l'exercice du pouvoir ou des circonstances, considérant par là ces déviations comme essentiellement étrangères à l'idée fasciste elle-même. Il refuse de croire que certaines « perversions » sont inhérentes à la doctrine fasciste et il échafaude un « fascisme » idéal, irréprochable, d'une pureté toute virginale.

Cette méthode est très artificielle et elle aboutit, en plus, à un paradoxe puisque Bardèche reconnaît par ailleurs que le fascisme est typiquement un régime de crise; or il apparaît inéluctable qu'un régime de crise dévie, ne serait-ce, justement, que sous la pression des circonstances.

C'est selon la même démarche que Bardèche aborde, sans s'y attarder d'ailleurs, le problème du racisme national-socialiste :

« Aucun lien logique, nécessaire, automatique, ne relie le fascisme au racisme [...] Nous devons combattre la propagande essentiellement politique qui assimile le fascisme et l'antisémitisme systématiquement [...] Il peut exister des fascismes modérés » (14).

Maurice Bardèche a-t-il oublié les pages de *Mein Kampf* dans lesquelles le racisme, et plus précisément l'antisémitisme, étaient présentés explicitement comme un fondement du projet hitlérien ? Cette position théorique semble d'autant plus étonnante qu'il reconnaît également être lui-même antisémite, comme nous le verrons plus loin.

Même s'il rejette tous les fascismes d'avant-guerre à cause de leur imperfection, Bardèche n'éprouve pas, à leur égard, des sentiments identiques. Il s'intéresse assez peu au fascisme italien, auquel il ne consacre que quelques pages dans *Qu'est-ce que le fascisme ?*, mais il est plus prolixe à propos de l'Allemagne nazie et son discours, même s'il est dans l'ensemble assez critique, témoigne cependant d'un mélange de fascination et d'incompréhension. Bardèche

reconnaît en effet que le national-socialisme est une « doctrine étrange », purement germanique donc « inexportable », mais il reste, à l'image d'un Brasillach visitant l'Allemagne hitlérienne, fasciné par les manifestations d'enthousiasme populaire, les « cathédrales de lumière » des congrès de Nuremberg, et par le spectacle de la jeunesse allemande "belle et radieuse", symboles de la communion d'un peuple avec son chef.

En définitive, et c'est très révélateur, le seul doctrinaire dont Maurice Bardèche admet les idées à peu près sans restrictions, ce n'est ni Hitler, ni Mussolini, mais José Antonio Primo de Rivera, le jeune chef de la Phalange espagnole. Deux remarques permettent de mieux comprendre les raisons qui font de ce chef politique un modèle pour notre auteur : tout d'abord, son destin tragique l'a préservé de l'amertume du pouvoir et des compromissions de la guerre; ensuite, José Antonio n'a jamais manqué une occasion de dire qu'il n'était pas fasciste, au sens où les Italiens et les Allemands entendaient ce mot, et Bardèche souligne :

« Il voyait dans le Phalangisme un mouvement propre à l'Espagne qui avait certains principes communs avec le fascisme italien et le national-socialisme allemand, mais qui n'en avait ni les méthodes ni l'esprit. Malgré ces restrictions, c'est lui pourtant qui a défini avec le plus de force ce fond commun que les autres expériences ont altéré et qui constitue l'essentiel de ce que les survivants du fascisme appelèrent le fascisme » (15).

Malgré cette évidente sympathie, Maurice Bardèche semble retenir finalement assez peu de choses du programme de la Phalange ou, au moins, ne revendique-t-il pas cet héritage comme tel; outre l'idée que le fascisme constitue une évidente protestation contre la cruauté et l'hypocrisie du monde moderne, il relève surtout la condamnation simultanée, "comme deux faces de la même fausse monnaie", du libéralisme et du capitalisme, et, en citant longuement José Antonio Primo de Rivera, il fait sien sa conception du socialisme dirigiste seul capable de faire cesser le développement de l'égoïsme, de l'avidité et de l'exploitation du travailleur par le capitalisme.

Même s'il souscrit avec enthousiasme à une partie du programme phalangiste, Maurice Bardèche n'est pas dupe, et il se demande, avec lucidité, si ce programme aurait pu être appliqué en entier ou même partiellement, dans l'Espagne franquiste et/ou résister au poids des circonstances ainsi qu'à l'usure du temps.

Il montre là un souci d'indépendance évident car, dans les années soixante (et même encore aujourd'hui), beaucoup de néo-fascistes voient dans le programme de la Phalange un « catéchisme » valable en tout temps et en tous lieux et le représentent intégralement à leur compte.

C'est avec la même volonté d'indépendance que Bardèche va construire sa doctrine fasciste, ou plutôt son rêve fasciste, qui tente de saisir les nuances d'un état d'âme

plutôt que de rassembler les éléments d'une théorie politique.

Pour Bardèche, qui refuse le monde moderne, démocratique, capitaliste, il y a trois caractéristiques essentielles dans le fascisme : c'est un régime socialiste, hiérarchique et national. Par le socialisme, il s'oppose à la puissance de l'argent dans les démocraties modernes (16), prend en charge la protection du travailleur et la justice sociale, établit un pouvoir contre lequel l'argent échoue parce qu'il ne repose ni sur les élections, ni sur la pluralité des partis, ni sur aucun des mécanismes par lesquels les démocraties modernes se trouvent à la merci des puissances financières :

« Le fascisme est non pas le contraire de la démocratie [...] mais un des aboutissements de la démocratie elle-même [...] La revendication de la justice sociale est essentielle à l'esprit fasciste, non seulement parce que le fascisme est au service du peuple mais parce que le contrôle de toutes les forces nationales ne peut avoir pour résultat et pour objet que de faire du peuple le bénéficiaire des moyens retirés à ceux qui les usurpent. Tout fascisme véritable est, en réalité, *de gauche*, pour employer notre stupide vocabulaire politique actuel » (17).

Ce renversement droite-gauche n'est ni nouveau, ni original puisque les fascismes des années trente insistent déjà, au moins à leurs débuts, sur le côté populaire et anti-ploutocratique de leurs programmes. Le socialisme-national — noter aussi l'inversion des termes — de Maurice Bardèche va nécessairement, comme pour beaucoup de néo-fascistes français, jusqu'à la nationalisation ou au contrôle de tranches entières de l'industrie nationale.

Le fascisme est aussi un régime hiérarchique parce qu'il repose sur l'idée que seule une "minorité consciente de l'intérêt national" peut diriger la nation. Cette élite représente, pour Bardèche, ce qu'il y a de meilleur dans le peuple parce qu'elle groupe "les éléments physiquement les plus sains, moralement les plus purs, politiquement les plus conscients de l'intérêt de la nation". Cette minorité va donc se substituer au peuple lui-même en ayant le pouvoir d'approuver à sa place et de réaliser en son nom et, pour Bardèche, cela constitue la négation la plus frappante du credo démocratique, "fondé sur la toute-puissance du nombre"; mais, pour dissiper l'inquiétude qui peut naître à la lecture de sa proposition, il ajoute aussitôt, en insistant beaucoup, sur le devoir qu'a cette élite d'être au service du peuple tout entier et de faire preuve de générosité et de dévouement envers ceux qui sont plus faibles ou moins doués. Cette idée n'est pas vraiment originale car la plupart des néo-fascistes (ou des intellectuels d'une sensibilité politique différente), qui souhaitent une société et/ou un mode de gouvernement ouvertement élitaires ou élitistes, semblent croire, ou veulent croire, qu'il est possible de retrouver un mytique « idéal de chevalerie ». Il est significatif de remarquer que Maurice Bardèche utilise assez

souvent l'expression de « contrat féodal » lorsqu'il évoque son élite.

Dans ses livres, à de nombreuses reprises, il prend exemple sur l'idéal de la S.S mais déplore l'utilisation qui a été faite de ce corps d'exception :

« C'est dans l'utilisation de cette élite que l'Etat national-socialiste a commis de très graves erreurs. Par un contresens politique complet, il a laissé la direction des S.S se fourvoyer dans des besognes de police et de garde-chiourmes » (18).

Bardèche ne précise absolument pas selon quels modes de sélection l'élite dont il rêve pourrait être choisie et il privilégie, en fonction des exemples qu'il donne, tantôt des critères de force physique et de courage, tantôt des critères moraux et des qualités humaines. Une chose est certaine, cependant, cette élite passe obligatoirement, semble-t-il, par un « sas de sélection » qui est de nature politique et qui nécessite donc une affiliation à un parti.

Enfin, « le fascisme est un régime national qui a pour but la force de la nation, parce que cette force est la seule garantie de son indépendance » (19). Cette proposition est classique mais on ne saurait y voir la marque d'un nationalisme étroit, puisque Maurice Bardèche ne raisonne pas dans le cadre des frontières françaises mais européennes. Pour lui, le temps du nationalisme frileux est révolu :

« Nous pensons que la tâche des hommes de notre génération est de réaliser un bloc des pays d'Europe, un bloc militairement et politiquement fort, où nous serons maîtres chez nous, d'où les agents de l'étranger seront exclus et qui ne fera pas la politique des autres mais sa propre politique » (20).

Il pose comme condition préalable au succès de son projet l'arrivée au pouvoir, dans chacun des Etats d'Europe, de ce qu'il appelle les « forces nationales » — « le dépassement du nationalisme, seuls les nationalistes peuvent le faire » (21) — qui auront pour mission de trouver une « mystique nouvelle » pour l'Europe ainsi que de réaliser ce qui doit être la base de la future communauté européenne, à savoir la réunification de l'Allemagne et la réconciliation de cette Grande Allemagne avec la France. L'Europe ainsi constituée offrira le modèle d'une « troisième voie » entre la démocratie capitaliste et le communisme et elle devra, en s'appuyant sur une armée puissante et une économie pratiquement autarcique, se montrer résolument indépendante vis-à-vis de ces deux courants politico-économiques, aussi redoutables l'un que l'autre aux yeux de Bardèche :

« Je crois à l'Europe à condition qu'elle soit l'Europe et qu'elle n'obéisse ni à Washington, ni à Moscou » (22).

Cette idée de « troisième voie » européenne est assez répandue à l'extrême-droite, et ce dès avant la Deuxième Guerre mondiale (par exemple chez Drieu La Rochelle) (23), mais Maurice Bardèche a souvent reproché à ses camarades néo-fascistes de ne concevoir l'Europe qu'en théorie et de retrouver leurs vieux tics nationalistes à la

première occasion. Cela lui semble d'autant plus grave que seule l'unité européenne réalisée dans les faits et dans les esprits pourrait, selon lui, éviter aux Etats d'Europe deux dangers qui menacent leur intégrité : l'action de sape des partis communistes ainsi que l'influence néfaste des étrangers (et il entend surtout par là les Juifs) sur notre sol. C'est dans un livre intitulé *L'œuf de Christophe Colomb, lettre ouverte à un sénateur d'Amérique*, publié en 1951, que Bardèche s'inquiète de ces deux dangers et le ton très alarmiste qu'il emploie pour parler de la menace communiste s'explique aisément lorsque l'on sait que ce livre a été écrit et publié en pleine « guerre froide ». Maintenant, ce discours nous semble très anachronique, révélateur de l'esprit d'une époque mais tellement exagéré quand on se réfère à la situation actuelle du parti communiste !

Si le discours vis-à-vis des communistes a perdu de son importance, celui qui stigmatise l'influence des étrangers, et surtout des Juifs, dans notre pays reste, dans l'esprit de Bardèche, absolument primordial. En effet, même si, comme nous l'avons vu, il affirme que le racisme n'est pas un élément obligatoire du fascisme, il reconnaît ouvertement être antisémite par refus du « pouvoir juif » sur l'économie et la politique occidentales. Bardèche reprend les accusations formulées par les milieux d'extrême-droite d'avant-guerre telles qu'on pouvait les lire dans la presse antisémite et que l'on peut schématiquement résumer ainsi : les Juifs, apatrides, possèdent la richesse, donc l'influence, et, en dirigeant de façon occulte les milieux politiques et financiers, ils exploitent les habitants des pays qui les accueillent; ils sont donc responsables de la misère ouvrières ainsi que des succès remportés par le parti communiste, seul recours des opprimés. Bardèche reste fidèle à ce vieux cadre théorique lorsqu'il dit :

« ...Si nous avions les banques, la presse et la police, trois forces qui en ce moment ne sont plus entre nos mains, le communisme disparaîtrait en trois ans de tous les pays d'Occident. » (24)

Il propose, pour « rendre la France aux Français », d'appliquer aux étrangers « l'équivalent de ce que fut dans notre histoire l'Edit de Nantes » :

« L'objectif essentiel n'est pas d'éliminer ces étrangers mais de constater leur qualité d'étrangers. Ce n'est pas à leur vie et à leurs biens que nous en voulons, c'est à leur influence. Que certains d'entre eux restent chez nous en qualité d'hôtes, sans pouvoir se mêler de notre vie politique et sans occuper des places qui peuvent être en rapport avec la conduite de nos affaires. » (25)

Même s'il envisage cette solution modérée, ce que souhaite en fait Maurice Bardèche, c'est le départ des Juifs de notre pays et il exprime le vœu « qu'ils trouvent dans quelque terre lointaine une patrie qui leur sera propre et qui seule les mettra définitivement à l'abri des persécutions et des massacres » (26).

A propos du problème actuel de l'immigration, Maurice Bardèche s'est réjoui, à l'occasion d'une longue interview qu'il nous a accordée, des progrès accomplis par le Front National de Jean-Marie Le Pen, avec lequel il est « d'accord sur tout » mais auquel il reproche cependant d'avoir un programme trop flou sur certains points et d'éviter la question juive, qui lui paraît, à lui, capitale.

Dans ses grandes lignes, la doctrine fasciste de Maurice Bardèche est relativement classique et beaucoup de néo-fascistes français et européens ont un discours pratiquement identique; Bardèche est plus original lorsqu'il se démarque de certaines pratiques liées traditionnellement à l'exercice du pouvoir fasciste comme, par exemple, le *Führerprinzip*, la nécessité d'un parti unique, etc... En effet, alors que la plupart des groupes d'extrême-droite reproduisent dans leur organisation et dans leurs programmes les modes de fonctionnement des fascismes d'avant-guerre, notre auteur souhaite innover et propose d'autres principes de gouvernement. Même s'il reconnaît que le *Führerprinzip*, qui a pour objet de faire naître une volonté collective de discipline, est le moteur du régime national-socialiste, il s'inquiète « qu'un seul homme puisse prendre, sans consulter personne, des décisions graves, parfois dramatiques qui engagent dangereusement l'avenir d'une nation » (27).

Il souhaite plutôt une direction collégiale ainsi qu'un partage réel des responsabilités et des pouvoirs au sein de l'équipe dirigeante et il conjure les néo-fascistes de renoncer, une fois pour toutes, au mythe du « chef providentiel », source de tant de déconvenues et d'échecs. Bardèche affirme également que le fascisme ne s'accompagne pas obligatoirement de la suppression totale des libertés ; il veut croire qu'il est possible de laisser aux individus une totale liberté de pensée et refuse l'idée du parti unique, parce qu'il incarne une contrevérité, à savoir l'unanimité du peuple derrière son chef et qu'elle conduit à la sclérose. Il ne retient cette formule du parti unique que si elle s'accompagne d'un sévère processus de sélection des militants et il reprend, à ce propos, l'exemple du parti communiste, conçu comme une organisation d'élite :

« Cette élite civique [...] n'a rien de commun avec le parti unique tel que l'Allemagne hitlérienne l'avait conçu, impressionnant par le nombre mais inefficace, pesant, abritant tout, se superposant à tout et produisant finalement un pullulement d'abus et de mandarins. » (28)

L'opinion de Maurice Bardèche semble être assez fluctuante puisqu'il parle, selon les occasions, d'un « chef » ou d'une « équipe », du « parti » ou « des partis ». Sans doute a-t-il deux façons d'envisager le futur du fascisme : tel qu'il pourrait être et tel qu'il devrait être.

La remise en question du *Führerprinzip* et du parti unique n'est pas le seul trait qui sépare Bardèche de la majorité des fascistes d'après-guerre, car il dresse un bilan sans complaisance, plein d'ironie et de désillusion, des échecs et des insuffisances du néo-fascisme français. Il

droite et, pendant trente ans, il s'efforça de pallier ces carences en multipliant les « articles de fond » dans sa revue *Défense de l'Occident*. Ce travail doctrinal n'a jamais abouti à la construction d'un parti politique dont Bardèche aurait été le chef parce que celui-ci n'a jamais été séduit par l'action politique et qu'il n'a pas non plus tenté de définir avec précision les modalités d'application de son fascisme. On peut d'ailleurs se demander s'il est applicable car il est tellement « parfait », il représente tellement le « type idéal » du fascisme qu'il revêt tous les caractères d'une utopie.

Dans son livre, *La tentation néo-fasciste en France* (32), Joseph Algazy consacre plusieurs pages à l'analyse des idées de Maurice Bardèche et il voit en lui « l'idéologue le plus dangereux du néo-fascisme français et européen » (33). Il est nécessaire de nuancer ce jugement car si, effectivement, Bardèche a tenté de rendre le fascisme « acceptable » et de lui donner tous les caractères d'une option politique ordinaire, il n'a pas pu, ou su, ou voulu, susciter autour de ses idées une mobilisation politique efficace. La vision qu'il a du fascisme a provoqué des enthousiasmes mais, assez vite, ses collaborateurs, ses « disciples », l'ont quitté pour fonder leurs propres mouvements et Bardèche n'a pas réussi à faire sortir l'extrême-droite du ghetto dans lequel elle était enfermée avant les succès électoraux de Jean-Marie Le Pen. Il « rêve » son fascisme mais, curieusement, ne semble pas du tout concerné par sa mise en application.

Finalement, ce qui lui importe vraiment, ce n'est pas la résurrection d'une doctrine ni d'une certaine forme de l'Etat, c'est le retour à une certaine définition de l'homme et à une hiérarchie précise des valeurs fondamentales. En effet, dans chacun de ses livres, Maurice Bardèche s'attache à cerner une « manière d'être », un « état d'esprit » propres, selon lui, au fascisme et donne une définition de l'homme qui se réfère à la morale commune, tout en empruntant beaucoup aux exemples de la culture classique, et qui peut se résumer à un ensemble de qualités qu'il est indispensable de posséder. Il place en premier les « qualités du soldat », le courage, la loyauté, le respect de la parole donnée, la discipline et la fidélité — puis les « qualités du citoyen », qui sont souvent les mêmes mais qui se regroupent sous le nom de « civisme ». Quand on lit les ouvrages de Bardèche, on sent bien qu'il est tiraillé entre deux images de l'homme, dont il veut croire qu'elles peuvent s'associer. Il se laisse emporter dans des évocations exaltées de la force, des combats, de l'héroïsme et des conquêtes, et son discours se fait alors violent; puis, il tempère son enthousiasme et évoque l'indispensable tolérance et l'amour que l'on doit porter au peuple dont on est issu. Bardèche représente parfaitement le type d'intellectuel, d'extrême-droite ou d'ailleurs, qui est fasciné par toutes les représentations de la force, de la violence, de la « barbarie » mais que son éducation et son acquis culturel empêchent de vivre tout cela autrement que par imagination.

Bardèche résume parfaitement sa position lorsqu'il dit :

« ...je définis moins *ce que serait* un régime fasciste — je ne sais pas ce qu'il serait véritablement — qu'un certain

tempérament, ou plutôt une certaine manière de voir de ceux qui se disent aujourd'hui fascistes [...] C'est pour moi l'essentiel » (34).

La plupart des néo-fascistes, ainsi que quelques politologues, ont voulu voir en Maurice Bardèche un doctrinaire politique, et lui-même, tout en s'en défendant, a essayé d'apparaître comme tel. L'élégance de son style, la puissance évocatrice de ses idées, sont évidentes et l'on comprend qu'il ait été un « maître à penser » pour de nombreux militants néo-fascistes, habitués au simplisme et à la médiocrité de la prose d'extrême-droite et qui trouvaient tout autre chose dans les livres et les articles de notre auteur. Pourtant, cela ne suffit pas à faire de lui un véritable théoricien politique; il rêve le fascisme et fait partager son rêve, mais c'est tout. Maurice Bardèche est, en effet, beaucoup plus un écrivain politique qu'un doctrinaire (35). Cela ne minimise pas la portée de son discours — et le jugement d'Algazy est juste si l'on considère non pas le danger que Bardèche représente objectivement de par sa propre action politique mais l'influence qu'il a pu exercer sur des néo-fascistes qui étaient, eux, de véritables activistes — mais cela explique les manques évidents de sa construction théorique ainsi que son incapacité à aboutir sur le plan pratique.

Conclusion

En proclamant « je suis un écrivain fasciste » Maurice Bardèche cherchait sans doute à provoquer; mais au-delà, il définit parfaitement ce qu'il est en réalité : fasciste, mais surtout écrivain. Il appartient à la catégorie des intellectuels qui, à l'instar de Brasillach, furent fascinés par la « mise en scène » du fascisme, par les décors qu'il dressait le spectacle de la joie, de la santé, du bonheur d'un peuple. Sans beaucoup se préoccuper de la réalité, qu'ils crurent trouver dans ce fascisme l'incarnation de toutes les valeurs, de toutes les « images » que [les] lectures de leur enfance ou que les cours d'Histoire romancée de leurs maîtres leur avaient appris à connaître et à aimer : l'idéal de chevalerie, l'exaltation des héros courageux, fidèles et bons, la promotion de rapports humains, francs et loyaux, la vision d'une société hiérarchisée mais harmonieuse. Toutes leurs désillusions viendront de la confrontation du songe avec la dure réalité politique du fascisme. Maurice Bardèche s'accroche pourtant à son rêve, imputant les résultats « imparfaits » du fascisme italien et du nazisme allemand aux seules « circonstances » et tente de cerner ce qu'on appelle son « utopie fasciste » en dessinant, dans ses livres les images vivantes, colorées et artificielles de son idéal social et humain; lorsqu'il aborde, parfois, le domaine du politique, on sent bien — sans doute le sent-il aussi — qu'il n'y est pas à sa place.

Notes :

1. Ed. Les Sept Couleurs, 195 p.
2. Ed. La Pensée Libre, 195 p.
3. Ed. Les Sept Couleurs, 270 p.
4. Il donne au mot « fascisme » son sens global et non pas son sens spécifique, c'est-à-dire italien.
5. *Nuremberg ou la terre promise*, p. 69.
6. A propos de Rassiner, voir l'article de R. LEWIN, « Paul Rassiner ou la conjonction des extrêmes », in *Silix*, n° 26, 1984.
7. *Nuremberg ou la terre promise*, p. 23.
8. *Id.*, p. 2.
9. *Id.*, p. 175.
10. *Qu'est-ce que le fascisme ?*, pp. 50-51.
11. *Id.*, pp. 82-83.
12. *Id.*, pp. 24-25.
13. *Id.*, p. 18.
14. *Id.*, pp. 53 et 56.
15. *Id.*, pp. 61-62.
16. « La démocratie n'est nullement l'exercice du pouvoir par le peuple, comme le croient les naïfs [...] Elle est devenue l'exercice du pouvoir par les groupes politiques et financiers qui se sont partagés depuis cinquante ans le pouvoir réel en se servant comme homme de paille des politiciens démocratiques [...] Ces groupes représentent le règne de l'étranger dans notre pays. (*Défense de l'Occident*, 1959, n° 59, pp. 5-6).
17. *Défense de l'Occident*, 1958, n° 54, pp. 39-40.
18. *Qu'est-ce que le fascisme ?*, p. 39.
19. *Défense de l'Occident*, 1957, n° 46, p. 6.

20. *L'œuf de Christophe Colomb*, Les Sept Couleurs, 1951, 220 p., p. 135.
21. *Id.*, p. 138.
22. *Id.*, p. 159.
23. On a retrouvé cet attachement à l'idée européenne chez les intellectuels de la Nouvelle Droite animée par Alain de Benoist, et ils ont construit un corpus très cohérent et assez intéressant qui s'exprime en plusieurs courants un peu différents: régionalisme européen, préférence soviétique par anti-américanisme, troisième voie radicalement indépendante, etc... Cf. DESBUISSONS G., *La Nouvelle Droite (1968-1984). Contribution à l'étude des idées de droite en France*, thèse de doctorat, Grenoble, 1984.
24. *Id.*, p. 195.
25. *Id.*, p. 193.
26. *Id.*, p. 194. Bardèche adopte la distinction, classique depuis Maurras, entre son antisémitisme, dit « de raison », et l'antisémitisme « de peau ».
27. *Qu'est-ce que le fascisme ?*, p. 45.
28. *Id.*, p. 35.
29. *Id.*, p. 101.
30. *Id.*, p. 99.
31. *Suzanne et le taudis*, Plon, 1957, 220 p., pp. 129-130.
32. Paris, Fayard, 1984, pp. 199-221.
33. *Id.*, p. 221.
34. *Défense de l'Occident*, 1962, n° 22, p. 36.
35. Curieusement, le nom de Bardèche n'est même pas cité dans la liste des intellectuels fascistes dressée par les journalistes du magazine *Globe*, dans leur numéro consacré au « fascisme à la française » (n° 21, octobre 1987).



Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique



- ACCUEIL
- CONTACT
- VOTRE SOUTIEN
- RÉSERVATION DE SALLES
- WHO'S WHO?

- VISITES
- NEWSLETTER
- PRESSE
- FLUX RSS ET PODCASTS
- LIENS

RECHERCHE →

LES ACTUALITÉS / Brasillach écrivain. Mal-aimé des Lettres françaises, un ouvrage de Pierre Somville

Brasillach écrivain. Mal-aimé des Lettres françaises, un ouvrage de Pierre Somville

Maudit ou mal-aimé, Brasillach le Collaborateur fut un grand écrivain. C'est un fait. La vie, souvent inséparable de l'œuvre, entraîne pas mal de scories, toujours idéologiques, parfois insupportables. Pourtant, des pans entiers de cette œuvre méritent d'être sauvés de l'oubli. L'auteur compte parmi les plus grands critiques de sa génération; il fut brillant essayiste, romancier de talent et diariste de génie: n'ayons pas peur des mots. Rendons-lui au moins cette justice-là.

Membre de la Classe des Arts de l'Académie royale de Belgique, Pierre Somville a enseigné l'Esthétique et la Philosophie de l'art à l'Université de Liège de 1987 à 2007. Il est secrétaire général de l'Institut royal d'Histoire de l'art et archéologie de Bruxelles (situé au Parc du Cinquantenaire, MRAH) depuis 2009. Auteur de nombreux ouvrages, dont des études sur Dürer, Memling et le Caravage (Derouaux, Liège).

Commande



INDEX

du Bulletin de l'Association des Amis de Robert Brasillach, n°137, Printemps 2016

Auteurs :

Bergeron (Francis) : 14	Hugues (Philippe de) : 4-7	Prieur (Joël) : 13
Bodin (Thierry, expert) : 3	Junod (Philippe) : 2, 16, 18	Reynouard (Vincent) : 19-20
Brassié (Anne) : 14	Le Pape (Anne) : 14	Robert (Arnaud) : 8
Desbuissons (Ghislaine) : 33-39	Le Roux (Benoit) : 11	Sanders (Alain) : 14
Galic (Camille) : 9-10	Maxence (Philippe) : 13	
	Monod-Broca (Denis) : 20	

Noms :

Beaupte (Gilles de) : 7	Heu (Pascal Manuel) : 7	Lanavère (Alain) : 7
Brosio (Christian) : 7	Hugues (Philippe de) : 7	Lesquen (Henry de) : 7
Guillaume : 7	Igounet (Valérie) : 20	Mourlet (Michel) : 7

Institutions, Mouvements, Salles de spectacles, etc. :

MahJ (Musée d'histoire du Judaïsme) : 20

Médias audiovisuels et Internet :

Akadem.org : 20	Infos-75 : 8	Meta-TV : 19
ERFM ("L'Heure la plus sombre", n°34, 22 mai 2016) : 18	Journal de bord de Jean-Marie Le Pen : 13	Polémia : 9-10
	Medias-presse-info : 11	Radio Courtoisie : 7

Titres :

<i>Brasillach écrivain. Mal-aimé des Lettres françaises</i> (Pierre Somville) : 39	<i>Nef (La)</i> (n°280, avril 2016) : 13	<i>Rivarol</i> (n°3221, 4 février 2016) : 12
<i>Catholica</i> (n°131, 2016) : 11	<i>Nuremberg</i> (Maurice Bardèche, Kontre-Kulture, 2016) : 17-18	<i>Six heures à perdre</i> (Robert Brasillach, manuscrit) : 3
<i>Faits & Documents</i> (15 février 2016) : 13	<i>Nuremberg et la Terre promise</i> (Maurice Bardèche) : 19-20	<i>Six heures à perdre</i> (Robert Brasillach, réédition, Pardès, 2016) : 3
<i>Faits & Documents</i> (1 ^{er} avril 2016) : 18	<i>Présent</i> (5 et 20 février 2016) : 14	<i>Souvenirs</i> (Maurice Bardèche, 1993) : 21-33
<i>Minute</i> (16 mars 2016) : 13	<i>Présent</i> (6 février 2016) : 14-15	
<i>Monde (Le)</i> (10 décembre 2011) : 20	<i>Revue d'histoire mondiale et contemporaine</i> (tome 37, n°1, 1990) : 33	

Pour la première fois, les ARB seront présents au salon de Radio Courtoisie, le dimanche 12 juin 2016 à partir de 11 heures, à l'Espace Champerrét (Paris, XVII^e), sur le stand du "Libre journal de Lumière de l'espérance" (tenu par Grégoire Boucher).